

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 21 septembre 2023 / 5 Rabi Al Awal 1444 - N° 3382 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



CONSEIL DE LA NATION
Participation à un atelier à Addis-Abeba sur le rôle des comités de vérification générale dans le contrôle des institutions de l'UA
P.4

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
Examen d'un avant-projet de la déclaration de politique générale et de décrets exécutifs relatifs à l'exercice du droit syndical
P.3

EDUCATION
Plus de 3,5 millions d'élèves bénéficient de la prime de solidarité scolaire (ministre)
P.8

INTERVENTION DE TEBBOUNE À LA 78^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La position immuable de l'Algérie en faveur des causes justes et des peuples opprimés réaffirmée

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé, mardi depuis New York (Etats-Unis), la position immuable de l'Algérie en faveur des causes justes et en soutien aux peuples opprimés qui luttent pour la liberté, en tête desquelles les questions palestinienne et sahraouie. Dans son allocution lors des travaux de la 78e Assemblée générale de l'ONU, le président de la République a affirmé que "l'Algérie qui est bien placée pour évaluer le prix à payer pour arracher la liberté, ne renoncera jamais à son soutien aux causes justes et aux peuples opprimés qui luttent pour leur liberté".

P.24



ALGÉRIE-AFRIQUE
Ouverture de deux banques et des foires permanentes des produits algériens au Sénégal et en Mauritanie
P.6

ENERGIE SOLAIRE
Soutenir les producteurs locaux et le transfert technologique pour développer le secteur (panel)
P.6

TOURISME
Entre janvier et juillet, le nombre de touristes dans le monde atteint 84 % des niveaux d'avant la pandémie
P.9

SANTÉ

CAFÉ
Ami ou ennemi ?
P.12-13

FOOTBALL
LIGUE 1 MOBILIS (2^E JOURNÉE)
CSC-MCA à l'affiche
P.22



ALGÉRIE TÉLÉCOM
"Moalim", une nouvelle plateforme digitale de soutien scolaire
P.17

MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS
Le Mawlid Ennabaoui célébré le jeudi 28 septembre 2023
P.2

MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS
Le Mawlid Ennabaoui célébré le jeudi 28 septembre 2023



Le Mawlid Ennabaoui sera célébré, jeudi 28 septembre 2023, a annoncé mardi le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué. "Le Mawlid Ennabaoui sera célébré le jeudi 12 rabie al awal 1445 de l'hégire correspondant au 28 septembre 2023", a précisé la même source.

A cette occasion, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs présente ses vœux au peuple algérien et à tous les pays musulmans.

FEUX DE FORÊTS
Extinction de la majorité des feux dans plusieurs wilayas



Les éléments de la Protection civile ont réussi à éteindre la majorité des feux de forêts qui se sont déclarés dans la nuit de samedi dans plusieurs wilayas du pays, à l'instar de Béjaïa, Tizi-Ouzou, Jijel, Skikda, Blida, Bouira et Médéa.

Concernant la situation générale de ces feux jusqu'à dimanche à 18:30, les services de la Protection civile ont indiqué que des feux qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas avaient été complètement circonscrits notamment (1) un feu à Béjaïa, (1) un à Skikda, tout en continuant à surveiller les incendies après leur extinction notamment au niveau de la wilaya de Béjaïa (1), de Jijel (1), de Skikda (2) et de Bouira (1).

ASSOCIATIONS
Le 1^{er} Forum national de la société civile avec les experts en octobre

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbrahim, a annoncé samedi à Alger, l'organisation, en octobre, du premier Forum national réunissant la société civile avec les experts du monde associatif.

M. Benbrahim a indiqué que l'ONSC avait lancé 2000 consultations à travers sa plateforme numérique portant sur une série d'avis qui seront présentés à des experts pour les formuler sous forme de rapport qui sera soumis au Président de la République concernant la loi sur les associations".

Il a également annoncé que le premier centre algérien consacré au renforcement des capacités, à la formation et à l'étude des orientations de la société civile et des technologies modernes des médias sera lancé le 3 octobre, précisant que le lancement se fera dans un premier temps sous forme d'une plateforme numérique".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
51 morts et 1650 blessés en une semaine



Cinquante et une personnes (51) ont trouvé la mort et 1650 autres ont été blessées dans 1293 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 10 au 16 septembre à travers le pays, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ilizzi avec six (6) morts et sept (7) blessées dans cinq (5) accidents, précise la même source.

Durant la même période, les équipes de secours de la Protection civile ont effectué 2076 interventions pour procéder à l'extinction de 1399 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (187 incendies), Bejaïa (114) et Blida (107).

Un mort et 7 blessés
Tamanrasset

Une personne a trouvé la mort et sept (7) autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mardi à une soixantaine de kilomètres au Sud de Tamanrasset, a-t-on appris des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur un tronçon de la route nationale (RN-1), reliant Tamanrasset à In-Guezzam, suite au dérapage puis au renversement d'un véhicule utilitaire, causant la mort sur place d'un passager et faisant 7 blessés à différents degrés de gravité, a-t-on précisé.

Le corps de la victime décédée et les blessés ont été évacués respectivement vers la morgue et les urgences de l'hôpital de Tamanrasset, a ajouté la même source.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

78^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La faim dans le monde a atteint son plus haut niveau depuis 2005 (Guterres)



Le nombre de personnes souffrant de faim a atteint son plus haut niveau depuis 2005, a annoncé le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres à l'ouverture des débats politiques à la 78^e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

"Depuis la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme, 75 ans sont passés et dans certains domaines nous avons fait des progrès significatifs.

On peut citer la fin de la colonisation et de la ségrégation, le respect des droits électoraux des femmes.

Mais nous n'avons pas su assurer les droits de base pour tout le monde si 1,2 milliard de personnes vivent toujours dans la pauvreté extrême et la faim ", a-t-il déclaré.

LIBYE
400 migrants morts dans les inondations, selon l'ONU



Un rapport du bureau humanitaire de l'ONU indique mardi que quelque 400 migrants ont péri dans les inondations qui ont frappé l'est de la Libye la semaine dernière, citant des rapports hospitaliers. Le rapport cite l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui affirme que 4.000 morts ont été signalés jusqu'à présent en Libye par les hôpitaux, dont 400 migrants.

Des milliers de migrants sont temporairement installés en Libye et nombreux d'entre eux empruntent chaque année la périlleuse traversée de la Méditerranée. L'Organisation internationale pour les migrations avait précédemment déclaré que plus de 100.000 migrants vivaient dans les zones touchées par les inondations, dont plus de 8.000 dans la ville de Derma.

CHINE
Allerte jaune aux pluies torrentielles



Le Centre météorologique national de Chine a maintenu, mercredi, une alerte jaune aux pluies torrentielles, alors que de fortes précipitations sont prévues dans certaines régions du pays.

De mercredi 8h à jeudi 8h, de fortes pluies ou des pluies torrentielles devraient frapper certaines parties de l'Anhui, du Jiangsu, du Zhejiang, du Shaanxi, du Henan, du Sichuan, de Chongqing, du Guizhou et du Hunan, selon le centre météorologique.

Ces régions connaîtront par endroits de fortes averses, avec des précipitations horaires maximales dépassant 60 mm, accompagnées de phénomènes convectifs sévères, comme des orages et des coups de vent.

La Chine dispose d'un système d'alerte météorologique à quatre couleurs, le rouge représentant le niveau le plus élevé, suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

ETATS UNIS
Deux inculpations après l'intoxication mortelle au fentanyl d'un bébé dans une crèche de New York

Une gérante de crèche de New York et son complice présumé sont poursuivis pour trafic de stupéfiants ayant abouti à l'empoisonnement de quatre enfants en bas âge, dont un est décédé, du fentanyl étant stocké dans l'établissement, a annoncé mardi le ministère américain de la Justice.

La veille, les services d'urgence étaient intervenus dans la crèche à la suite d'un appel de Grei Menendez et y ont trouvé quatre enfants de moins de trois ans intoxiqués, dont l'un, âgé d'un an, est décédé, selon la même source.

Les deux prévenus, ainsi que d'autres personnes, étaient impliqués depuis au moins juillet dans le trafic de fentanyl, y compris dans la crèche où "ils entreposaient d'importantes quantités".

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen d'un avant-projet de la déclaration de politique générale et de décrets exécutifs relatifs à l'exercice du droit syndical

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderahmane, a présidé, mardi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un avant-projet de déclaration de politique générale qui sera présentée prochainement au Parlement et à la présentation de deux projets de décrets exécutifs intervenant en application des dispositions de la loi relative à l'exercice du droit syndical, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderahmane, a présidé, ce mardi 19 septembre 2023, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement.

Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a entamé ses travaux par l'examen d'un avant-projet de déclaration de politique générale qui sera présentée au Parlement conformément aux dispositions de la Constitution. Le document en question intègre les données inhérentes à la concrétisation des actions engagées par les différents secteurs ainsi que le bilan d'étape des réa-

lisations du Gouvernement pour l'année écoulée.

Dans le domaine du travail :

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale a présenté deux (2) projets de décrets exécutifs intervenant en application des dispositions de la loi n° 23-02 du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical.

Il s'agit d'un projet de décret exécutif relatif à la représentativité syndicale et aux statistiques syndicales et d'un projet de décret exécutif fixant les règles relatives au détachement syndical et aux modalités du bénéfice du congé de formation syndicale dans les

institutions et administrations publiques. Ces deux textes visent à assurer de meilleures conditions pour l'exercice du droit syndical qui soit en phase avec les objectifs économiques du pays, en harmonisant, notamment, les paramètres de la représentativité syndicale qui constitue la principale condition pour l'exercice du droit syndical et pour participer au dialogue et à la concertation sociales.

Ces nouvelles dispositions contribueront amplement à l'assainissement du paysage syndical national et à l'émergence de vraies forces du dialogue social constructif".



RENTRÉE SCOLAIRE

Les prémisses du succès de l'année scolaire sont palpables au premier jour de la rentrée des classes (Belaabed)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé mardi après-midi depuis Souk Ahras, que "les prémisses du succès de l'année scolaire 2023/2024 sont palpables au premier jour de la rentrée des classes".

Après s'être enquis des bonnes conditions dans lesquelles les personnels pédagogiques et administratifs ont repris du service et les élèves ont rejoint les bancs de l'école, M. Belaabed a assuré, au terme

du premier jour de la rentrée des classes, que le constat fait "augure d'une année scolaire qui sera un succès vu les indicateurs relevés". Plus explicite, il a indiqué que les besoins du secteur avaient été "bien pris en charge" par l'ensemble des départements ministériels concernés sous la supervision du Premier ministre, M. Aïmene Benabderahmane, en application des instructions du président de la République, M. Abdellatif Tebboune.

Le ministre a saisi l'occasion pour saluer "les décisions historiques" prises cette année par le président de la République, notamment l'enseignement de l'éducation physique et sportive (EPS) au cycle primaire et le recrutement d'enseignants spécialisés diplômés de l'université pour assurer l'encadrement.

Il s'agit également, a-t-il poursuivi, de l'enseignement de l'anglais pour les classes de quatrième année primaire à compter

de cette année, outre l'élargissement du cercle des bénéficiaires de la prime de scolarité qui a concerné plus de 500.000 élèves, et la réception de nouvelles cantines scolaires dans plusieurs établissements. Le gouvernement s'attèlera également à l'élaboration des textes réglementaires pour la création de l'Office national des cantines scolaires, conformément aux dernières instructions du président de la République, a-t-il conclu.

Mme Krikou supervise à Médéa le début de l'année scolaire pour les élèves aux besoins spécifiques

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Kaoutar Krikou, a supervisé, mardi à Beni-Slimane, à l'Est de la wilaya de Médéa, la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année scolaire 2023-2024 pour les élèves aux besoins spécifiques.

"La coopération fructueuse entre le secteur de la solidarité nationale et celui de l'éducation nationale facilite l'insertion des élèves aux besoins spécifiques dans le système éducatif et leur ouvre de nouvelles perspectives qui leur permettent de transcender leur handicap", a déclaré Mme Krikou, lors de cette cérémonie qui s'est déroulée à l'école des sourds et muets de Beni-Slimane. La ministre a estimé que "l'élaboration de programmes d'enseignement adaptés à cette catégorie et la mise à la disposition de ces élèves de moyens didactiques qui répondent à leurs besoins, contribue à leur insertion dans le milieu scolaire et, plus tard, professionnel". Mme Krikou a mis en exergue, dans ce contexte, les efforts déployés par son secteur afin d'accompagner cette catégorie, évitant, à cet égard, l'édition de manuels scolaires en braille pour les élèves inscrits en cycle moyen ainsi que le renforcement de l'encadrement spécialisé.

Elle a indiqué dans ce contexte que des enseignants du cycle secondaire ont entamé, récemment, une formation spécialisée à l'école supérieure de formation d'enseignants pour sourds et muets qui a ouvert ses portes dernièrement, assurant que la formation de ce personnel "permettra d'élargir la prise en charge scolaire au profit d'autres catégories d'âge". Par ailleurs, Mme Krikou a fait part de la distribution de plus de 130.000 trousseaux scolaires au profit d'élèves défavorisés et aux besoins spécifiques.

Elle a, en outre, affirmé que l'opération d'octroi de la prime scolaire sera supervisée directement, dès l'année prochaine, par le département de la solidarité nationale. Le secteur de l'action sociale accueille pas moins de 30.000 élèves au titre de la nouvelle année scolaire, répartis à travers 239 établissements spécialisés, 17 annexes et 1.090 classes ouvertes dans des établissements du secteur de l'éducation nationale, selon les chiffres fournis par la ministre.

APS

Entrée en service de plusieurs structures pédagogiques dans le sud du pays

L'ouverture de nouvelles structures pédagogiques dans les trois paliers de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) ont marqué mardi le coup d'envoi de la rentrée scolaire 2023/2024, dans les wilayas de Ouargla, où étaient attendus quelque 126.000 élèves, cet événement a donné lieu à l'inauguration, par les autorités locales, d'un nouveau lycée au quartier Bemendil, baptisé "Chouhada de décembre 1957". D'une capacité d'accueil de 800 places pédagogiques, cette nouvelle structure équipée en réfectoire devant servir 200 repas/jour, s'ajoute à un autre établissement similaire à la nouvelle cité d'AADL, dénommé au nom du "Barouba Sayeh", en sus d'un collège "Abi Youcef El-Ouardjelani" dans la commune de Rouisset et d'une école primaire "Moudjahid Guezoul", à la cité En-Nasr. Selon les données de la direction de l'éducation, ces inaugurations ont porté le nombre à 263 établissements, dont 172 écoles primaires, 63 collèges et 28 lycées. Dans la wilaya de Touggourt, plus de 112.400 scolarisés étaient au rendez-vous avec les établissements scolaires de la wilaya, renforcées cette saison de quatre écoles primaires dans la commune du chef-lieu de la wilaya.

La direction de l'éducation a fait savoir que 31.726 scolarisés ont bénéficié de la prime de scolarité, des fournitures scolaires, en plus de la mobilisation de 54 bus de transport scolaire et l'ouverture de 176 cantines. Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Ghardaïa a été consolidé d'un nouveau lycée de 1.000 places, retenu au niveau de la zone "des sciences" de la commune d'El-Ateuf,

du 04 nouveaux collèges dans les communes d'El-Ateuf, Bounoura, Berriane, en sus de 04 nouvelles écoles de type "B" réparties entre les communes de Guerrara, Metlili et Ghardaïa, en plus de 60 salles d'extension retenues au profit des différentes communes de Ghardaïa.

Pas moins de 98.432 élèves, des trois paliers, ont rejoint les bancs des établissements scolaires, dont 179 écoles primaires, 58 Collèges et 28 lycées, selon les données fournies par la direction de l'éducation. Les structures pédagogiques de la wilaya de Laghouat ont été renforcées, au titre de cette nouvelle saison, par deux écoles primaires, au chef-lieu de la wilaya, d'un lycée dans la commune de Hadj Mechri, d'un internat d'une capacité d'hébergement de 200 lits, équipé d'une cantine devant servir 200 repas/jour.

L'ouverture de 50 salles d'extension au palier primaire, d'un demi-pensionnat au cycle moyen et de trois unités de dépistage et de suivi (UDS), a marqué la nouvelle saison scolaire dans la wilaya de Tamanrasset qui recense un patrimoine scolaire de 145 établissements, dont 105 écoles primaires, 17 annexes primaires, 27 collèges et une annexe, 13 lycées dotés de 20 internats et 15 demi-pensionnat, en sus de 102 cantines scolaires et 12 UDS.

Ces installations seront consolidées par la réception prochaine de trois nouveaux groupes scolaires, quatre cantines scolaires et 34 salles d'extension en plus d'un lycée. Dans la wilaya d'Adrar, l'on relève l'accueil de plus de 85.300 élèves répartis sur 217 écoles primaires, dont cinq nouvellement ouvertes au niveau des communes d'Adrar, Reggane et Tis-

sabit, 57 CEM et 26 lycées, a détaillé le directeur de l'éducation, Mohamed Mansouri.

A l'extrême Sud-ouest, Tindouf, le secteur de l'éducation a été consolidé de d'un lycée, au chef-lieu de la wilaya et d'un CEM, dans la commune d'Oum-Lâassel, a indiqué le directeur de l'éducation, Djamel Sebani. Dans la wilaya d'El-Méniâa, les 53 établissements pédagogiques ayant ouvert leurs portes pour accueillir 24.024 élèves, ont été renforcés par un établissement pédagogique primaire et d'autres structures d'accompagnement susceptibles d'améliorer les conditions de scolarisation dans la région. Le secteur de l'éducation de la wilaya de Djanet vient d'enregistrer l'ouverture d'un nouveau lycée de 600 places, d'un CEM dans la commune de Bordj El-Houas de 600 places et de quatre salles d'extension dans la localité de Tini. Outre la wilaya d'El-Meghaïer, dont les structures pédagogiques ont été équipées en moyens et de conditions de scolarisation, climatisation et équipements de restauration scolaire, la wilaya de Béchar s'est vue ses établissements renforcer de quatre écoles primaires, trois au chef-lieu de la wilaya et une autre dans la commune frontalière de Lahmar, en sus de deux lycées à Béchar d'une capacité globale de 1.000 places pédagogiques. Un effectif de 82.696 élèves, encadrés de plus de 5.000 enseignants, ont rejoint cette saison les établissements scolaires de la wilaya de Béchar. Dans la wilaya d'El-Oued, pas moins de 228.000 élèves se sont rendus ce matin aux 555 établissements scolaires, répartis sur 391 écoles primaires, 116 CEM et 48 lycées.

JUSTICE**M. Tabi rencontre les membres du conseil de l'Union nationale des ordres des avocats**

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi a rencontré mardi, au siège du ministère les membres du conseil de l'Union nationale des ordres des avocats, avec qui il a passé en revue les différentes préoccupations de l'union, notamment celles liées au processus d'élaboration des textes juridiques, a indiqué un communiqué du ministère.

Après un échange riche et fructueux, en présence de hauts cadres du ministère, il a été convenu de constituer un groupe de travail conjoint qui regroupe des représentants de l'union et des cadres du ministère de la Justice, pour examiner les questions controversées concernant les projets de loi relatifs au code pénal et au code de procédure pénale", ajoute la même source.

Il a été également convenu de constituer un autre groupe pour enrichir les deux projets de loi relatifs au code de procédure civile et administratif et au code du commerce" outre l'établissement "d'un mécanisme permanent de consultation et de coordination pour contribuer à l'enrichissement des textes juridiques" conclut le communiqué.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**Lancement du concours de recrutement externe sur la base des diplômes**

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a affirmé, mardi, dans un communiqué, le lancement du concours de recrutement externe sur la base des diplômes pour 55 postes d'emploi à l'administration centrale. Il s'agit, selon le communiqué, du grade d'ingénieur d'Etat en agronomie, ingénieur d'Etat en ressources hydrauliques, médecin vétérinaire, ingénieur d'Etat en informatique, ingénieur d'Etat statisticien, traducteur-interprète, documentaliste archiviste, administrateur analyste, assistant administrateur, attaché principal d'administration, secrétaire principal de direction, secrétaire de direction et secrétaire.

Les dossiers doivent être déposés au niveau du siège du ministère, à la sous-direction des ressources humaines et de la formation, à compter du 18 septembre, en attendant la prolongation du délai au 9 octobre 2023, précise la même source.

Quant aux postes à pourvoir dans le cadre des 250 postes d'emploi, le ministère a indiqué qu'ils seront annoncés par les directions et entreprises publiques sous tutelle, et la Directi on générale des forêts (DGF).

PROTECTION CIVILE
Mouvement partiel dans le corps des directeurs de wilaya

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a opéré un mouvement partiel dans le corps des directeurs de wilaya de la Protection civile, ayant touché 24 wilayas, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

"Après approbation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a opéré, sur proposition du directeur général de la Protection civile, un mouvement partiel dans le corps des directeurs de wilaya de la Protection civile", lit-on dans le communiqué.

Ce mouvement qui a touché 24 wilayas, prévoit "la promotion de huit (8) officiers supérieurs au poste de directeur de wilaya, la mutation de 16 directeurs de wilaya", "la mise à la retraite de trois (3) directeurs de wilaya et la fin de fonctions pour cinq (5) autres directeurs de wilaya", ajoute la même source.

CONSEIL DE LA NATION**Participation à un atelier à Addis-Abeba sur le rôle des comités de vérification générale dans le contrôle des institutions de l'UA**

Le Conseil de la nation a participé, lundi à Addis-Abeba (Ethiopie), à un atelier conjoint entre la Commission de vérification des comptes publics (CAPA) relevant du Parlement panafricain (PAP) et le sous-comité sur les Affaires de supervision générale, relevant du Comité des représentants permanents (COREP) à l'Union Africaine (UA), a indiqué mardi un communiqué du Conseil.

Le Conseil de la nation a été représenté par M. Abdellmalek Tachrifet, qui est également membre de la CAPA, qui participera aux côtés de représentants de la Commission de l'UA présents à cet événement continental qui vise à "explorer et fixer le cadre d'une coopération efficace entre les deux Commissions afin de garantir l'honnêteté, la transparence et la responsabilité administrative et financière au sein de l'UA", a ajouté la même source.

Lors des travaux, les participants, parlementaires et experts, ont souligné l'importance "du rôle des Commissions de vérification dans le contrôle efficace de toutes les institutions de l'UA", et sur l'impératif "de renforcer la coopération et l'échange



entre les deux Commissions, en faveur de l'action commune entre le Parlement panafricain et l'UA en fixant les

canaux institutionnels efficaces et en s'accordant sur une méthode pragmatique et durable à même d'apporter une amélioration globale dans la gestion financière", selon le communiqué du Conseil.

MINISTÈRE DES MOUDJAHIDINE
Réunion de coordination avec l'Organisation nationale des enfants de chouhada

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, M. Laid Rebiga a présidé, lundi à Alger, une réunion de coordination avec le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), Khelifa Smati et les membres de son bureau national.

Tenue au siège du ministère, la réunion s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère à l'effet d'accompagner l'ONEC et de concrétiser ses programmes relatifs à la préservation de la mémoire nationale et à la protection sociale des ayants droit du chahid. Dans son allocution, "le ministre a salué le rôle de l'ONEC dans la préservation du serment des chouhada", estimant qu'elle représente l'une des organisations phares auxquelles incombe la responsabilité de protéger les valeurs et les principes de la Révolution de libération".

Les rencontres qu'organise le minis-

tère avec les acteurs de la famille révolutionnaire constituent une opportunité afin de prendre en charge plusieurs questions dont la couverture sociale et sanitaire des ayants droit du chahid".

Il s'agit également de mettre en place une feuille de route en vue de poursuivre la concrétisation des programmes à caractère historique à travers la commémoration des événements historiques phares en rendant hommage aux artisans des gloires et hauts faits de l'Algérie.

Après avoir écouté les différentes interventions des membres de l'ONEC, le ministre a indiqué que d'autres rencontres similaires seront organisées pour traiter tous les dossiers notamment celui de la couverture sociale.

"Le secteur poursuit la mise en œuvre des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à la couverture médicale des

moudjahidine, des veuves de chouhada et de leurs enfants aux besoins spécifiques, outre la promotion des volets social et médico-social au niveau des centres de repos de moudjahidine et le centre national des invalides et des victimes de la Révolution de libération nationale et des ayants droit", a fait savoir le ministre.

"Le ministère poursuivra son accompagnement de cette frange à travers l'organisation de visites à domicile et d'hommages.

Ces activités ont connu une dynamique soutenue à l'occasion de la célébration du soixanteenaire de l'indépendance", a tenu à rappeler M. Rebiga, ajoutant que son département aura à tracer plusieurs programmes pour la célébration des événements historiques importants en coordination avec les institutions sous sa tutelle à travers l'ensemble du territoire national.

CNDH**Zaalani reçoit le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association**

Le président du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), M. Abdelmadjid Zaalani a reçu le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, M. Clement Nyalestossi Voule, et ce, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Algérie, a indiqué lundi un communiqué du Conseil.

Lors de cette rencontre tenue dimanche au siège du Conseil, les deux parties ont évoqué "les objectifs de cette visite qui permettra à la partie onusienne d'avoir une idée sur les transformations survenues en Algérie dans le cadre de la protection, du renforcement et de l'organisation de la société civile notamment les associations et leurs relations avec les institutions de l'Etat, à même de servir les libertés et la paix dans le cadre légal organisé", a pré-

cisé la même source. A cet égard, "le responsable onusien a écouté les explications données sur la nature de la coordination, de la coopération et l'interaction du CNDH avec les différentes organisations associatives", à travers lesquelles il a été "souligné que la société civile demeure un partenaire clé du Conseil, et rappelé les différents domaines de coopération et d'interaction avec elle pour qu'elle puisse jouer son rôle dans le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme", a ajouté le communiqué.

Pour sa part, M. Clement Nyalestossi Voule a affirmé que l'Algérie a franchi d'importantes étapes en matière de garantie des libertés et dans la création d'un grand nombre d'associations. Néanmoins, la partie onusienne s'intéresse également aux défis et aux pratiques,

ainsi qu'aux méthodes de coordination et aux programmes de développement des capacités dans le domaine de la garantie des libertés et la connaissance des notions élémentaires du droit par les parties concernées et les intervenants avant, durant et après les réunions et les manifestations pacifiques".

"Le CNDH suit avec un grand intérêt toutes les questions individuelles ayant trait à la protection des libertés dans le cadre du respect du principe de l'indépendance de la Justice que nous considérons comme un acquis et un garant du respect des droits et des libertés", de même qu'il suit "les différentes questions qui lui sont transmises par le service de médiation sous forme de plaintes ou d'action de coordination et de concertation avec les différentes composantes de la société civile", a

affirmé M. Zaalani.

Cette rencontre a permis de "s'accorder sur le fait que les libertés sont garanties en tant que principe général en Algérie dans son cadre légal, notamment à travers les réformes constitutionnelles apportées dans ce domaine", précise le communiqué, soulignant que "les mécanismes d'exercice de ces libertés requièrent des efforts constants notamment par la formation, la conscientisation et l'orientation de toutes les parties concernées par la garantie du droit de réunion pacifique et de liberté d'association sur le terrain".

A noter qu'une rencontre a été organisée à cette occasion entre le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association et plusieurs représentants de la société civile".

APS

RENTRÉE SCOLAIRE DANS L'EST DU PAYS

Organisation exemplaire et ouverture de nouveaux établissements

Les établissements scolaires de l'Est du pays ont accueilli, mardi, les élèves scolarisés dans les trois paliers de l'enseignement dans de bonnes conditions d'organisation, au moment où de nombreux nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, ont constaté les journalistes de l'APS.

A Constantine, le wali, Abdulkhaled Sayouda, a inauguré, pour l'occasion, plusieurs nouveaux établissements scolaires en commençant par l'école Ahmed-Chââoua, située dans l'extension ouest de ce pôle urbain, puis l'école Rabah-Louar, dans la même circonscription.

M. Sayouda s'est ensuite rendu dans la commune de Dioudouche Mourad où il a inauguré, tour à tour, l'école primaire Debba-Boumendjel à la cité Simoud-Ahcène, et une cantine scolaire à l'école Lakhdar-Djaâfri, avant de se déplacer dans la commune de Beni H'midène où il a inauguré l'école primaire Ferhat-Cherouana.

Les établissements éducatifs de wilaya de Constantine ont accueilli plus de 27.000 élèves, dans les trois paliers, dont 7.100 nouveaux écoliers, selon les services de la direction de l'éducation.

A Skikda, où 256.428 élèves inscrits dans les trois paliers de l'enseignement ont rejoint 501 écoles primaires, 141 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 57 lycées, le wali, Houria Meddahi, a donné le coup d'envoi officiel de la rentrée à l'école primaire Salah-Lakhchene, dans la commune de Filfila (est de Skikda).

Elle a souligné, in situ, la nécessité de servir des repas chauds "dès les premiers jours de la rentrée scolaire" et d'assurer le transport, en particulier pour les élèves vivant dans des localités isolées.

La rentrée scolaire a été marquée, dans cette wilaya, par l'ouverture de deux écoles primaires dans la commune de Ghedir et au village de Lahghouat (commune de Filfila).

La wilaya de Khenchela a également vécu, mardi, l'ambiance particulière qui créent les potaches en retournant au classe après les vacances d'été.

Le wali, Youcef Mahioult, a donné le coup d'envoi officiel de la rentrée dans la nouvelle école primaire de la commune d'Aïn Touila, où il a écouté un exposé relatif à ce retour en classes.

440 établissements scolaires ont ainsi accueilli, dans les trois paliers, plus de 124.000 élèves dans 21 communes. Le directeur de l'édu-



cation, Bachir Bouderbala, a révélé, au cours de cet exposé, que 10 nouvelles écoles primaires ont été équipées de tablettes numériques, portant à 22 le nombre total d'écoles numériques dans les différentes communes de la wilaya. Il a également indiqué que l'enseignement de la langue amazighe a été étendu à 5 nouveaux CEM.

Le wali a aussi supervisé l'ouverture de l'année scolaire à l'école Noui-Chnakar pour enfants malvoyants, au nouveau pôle urbain de Khenchela.

A Oum El Bouaghi, 206.661 élèves des trois paliers ont rejoint leurs établissements.

Le wali, Aissa Aïssat, s'est rendu à l'école El Alouani, au chef-lieu de wilaya, où il a donné le coup d'envoi officiel de la rentrée 2023-2024.

Le secteur a été renforcé, dans cette wilaya, par 4 nouveaux établissements d'enseignement primaire.

Dans la wilaya de M'sila, où plus de 356.000 élèves sont retournés en classe, le wali, Nedjmeddine Tiar, a présidé l'ouverture solennelle de la nouvelle année scolaire au lycée Kharhache-El Omri, dans la commune de Souama. Dans le Hodna, 960 établissements des trois paliers, dont 25 nouveaux, ont accueilli les élèves.

A Mila, ce sont 246.727 élèves qui ont rejoint 651 établissements, dont 3 nouvelles écoles primaires dans les communes de Chelghoum-Laid et de Tadjenanet.

Le wali, Mostafa Koreich, a supervisé à partir du CEM Ma-

brouk-Hassani, au lieu-dit Bled Youssef (commune d'Oued Athmania) cette rentrée des classes, assistant, pour l'occasion, à la leçon d'ouverture sur consacrée à l'enfant et les technologies de l'information et de la communication.

Dans cette wilaya, 35 nouvelles cantines scolaires, deux demi-pensions et 19 nouvelles classes d'extension ont été ouvertes, selon le directeur de l'éducation, Abbas Kendi.

A Tebessa, 197.433 élèves des trois paliers ont rejoint leurs établissements.

Le wali, Saïd Khalil, a donné le coup d'envoi de cette rentrée des classes à partir du nouveau lycée Charafia-Tayeb, dans la commune de Chréa, qu'il a inauguré pour l'occasion.

A Sétif, la rentrée scolaire a concerné 489.401 élèves des trois paliers de l'enseignement, répartis sur 1.250 établissements (904 écoles primaires, 239 CEM et 107 lycées) dans les 60 communes de la wilaya.

Au cours de la nouvelle rentrée scolaire, 192.000 élèves bénéficieront des services de 769 cantines scolaires, selon les services du directeur du secteur de la wilaya. La nouvelle année scolaire a également été marquée par l'entrée en service de 9 nouvelles écoles primaires et de 120 classes d'extension, en plus de 20 cantines scolaires et de 3 salles de sport.

A cette occasion, le wali, Mustapha Limani, a supervisé l'ouverture de la nouvelle année scolaire depuis l'école primaire Salah-Rezzouk à la

A cette occasion, le wali, Mustapha Limani, a supervisé l'ouverture de la nouvelle année scolaire depuis l'école primaire Salah-Rezzouk à la

maison de la culture de Blida.

La même ambiance a marqué la rentrée scolaire 2023-2024 dans le reste des wilayas de l'Est du pays.

BLIDA

Plus de 30 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique depuis début 2023 (Wilaya)

Trente-six exploitations agricoles de la wilaya de Blida ont été raccordées au réseau électrique depuis le début de cette année 2023, au titre d'un programme d'électrification visant à relever leur rendement, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Ces 36 exploitations ont été raccordées dans le cadre d'un programme ciblant un total de 96 unités similaires et visant le développement du secteur agricole, a-t-on ajouté de même source.

Le raccordement du reste des exploitations programmées se poursuivent toujours, a-t-on assuré, notant que 32

autres exploitations sont en cours de raccordement, tandis que les travaux d'électrification de 27 autres seront lancés "prochainement".

"Ces opérations de raccordement ont nécessité la réalisation de 29 km de réseau électrique et la pose de 32 transformateurs et de 65 compteurs électriques, pour une enveloppe globale de 128 millions DA", a-t-on ajouté de même source.

À noter le raccordement, durant l'année dernière, de 87 exploitations agricoles au réseau électrique, pour une enveloppe de 198 millions de DA.

Sur un autre volet, et au titre des ef-

ferts d'accompagnement des projets de développement et de l'amélioration des prestations du secteur, la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Blida a procédé au raccordement de 17 nouveaux établissements scolaires aux réseaux d'électricité et de gaz, dans des pôles urbains de Sefsaf (hauteurs de Metftah) et Sidi Serhane, et de la nouvelle ville de Bouinane, ainsi que nombre de communes, dont Oued Djer et Mouzaia.

A cela, s'ajoute le raccordement au réseaux énergétiques de la résidence universitaire des 10.000 lits d'El Afroun, a-t-on relevé.

ALGER

La rentrée scolaire 2023-2024 se déroule dans de bonnes conditions

La rentrée scolaire 2023-2024 s'est déroulée mardi dans de bonnes conditions dans la wilaya d'Alger où les établissements d'enseignement des trois cycles ont été dotés de tous les équipements technologiques et techniques modernes adaptés pour la généralisation de la numérisation. Après avoir donné le coup d'envoi de l'année scolaire 2023-2024 dans la wilaya d'Alger à partir d'un nouveau collège baptisé du nom du chahid "Messoud Ben Merzeg" dans la commune de Bachdjerrah, inauguré le même jour, le wali délégué de la circonscription administrative d'El Harrach, Abdellah Zini, a affirmé que "tous les équipements ont été mis à disposition pour permettre aux élèves de s'adapter à la numérisation qui a été généralisée dans tous les secteurs ministériels", et ce, dans tous les établissements éducatifs relevant de la direction d'Algier-Est. M. Zini a indiqué que le thème du cours inaugural de l'année scolaire 2023/2024, intitulé "T'enfance et les technologies de l'information et de la communication", insiste sur "un aspect pédagogique important qui contribuera à la généralisation de la numérisation". Concernant l'introduction de l'éducation physique dans le cycle primaire, le même responsable a souligné qu'"en l'absence de terrains gazonnés dans les établissements d'enseignement, les élèves seront autorisés à pratiquer cette matière dans les terrains de proximité, si ces derniers sont proches des établissements scolaires et sous surveillance sécuritaire".

Pour rappel, 817.820 élèves des trois cycles ont rejoint, mardi, les bancs de l'école dans la wilaya d'Alger au titre de la nouvelle année scolaire.

NAÂMA

Une wilaya modèle en matière d'indices positifs du secteur de l'éducation (ministre)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé, lundi à Naâma, que cette wilaya est considérée comme un modèle en matière d'indices positifs que le secteur de l'éducation enregistre localement. Le ministre, qui présidait la cérémonie de la rentrée scolaire dans la wilaya de Naâma, a suivi un cours de langue anglaise présenté aux élèves de quatrième année à l'école primaire "Mahmoudi El Mandani" à Mecheria, où il a souligné que les efforts déployés par les autorités locales ont propulsé la wilaya parmi les "wilayas pionnières" ayant réalisé de grands pas en matière de consolidation des structures éducatives. A ce propos, il a fait savoir que la moyenne d'occupation des classes est estimée à 28 élèves, en plus de la réalisation d'une couverture complète en encadrement pédagogiques, des services de restauration et du transport scolaire, ainsi que la disponibilité des infrastructures de l'éducation physique et la santé scolaire, en plus des différentes opérations de solidarité. M. Belabed a rappelé, dans le même sillage, les acquis concrétisés sur le terrain dans le cadre des efforts de l'Etat pour améliorer et garantir la scolarisation des élèves dans les différentes régions du pays, dont les nouvelles mesures concernant l'éducation physique dans le cycle primaire, l'enseignement de la langue anglaise pour les élèves de quatrième année, l'organisation du baccalauréat pour la première fois pour 7 branches de l'éducation et l'enseignement de l'éducation routière pour tous les cycles, et ce, sans augmenter le volume horaire.

Il a également noté l'augmentation des indices de l'encadrement, de l'éducation et de la formation, en plus de l'augmentation des séances réservées aux opérations de solidarité et la prime de scolarité, en plus de la gratuité des manuels scolaires pour les couches les plus démunies et la poursuite de l'utilisation des tablettes numériques dans les écoles. La wilaya de Naâma compte, pour cette rentrée scolaire, plus de 76.000 élèves dans les trois cycles, répartis sur 154 écoles primaires, 50 CEM et 27 lycées, dont 13 écoles numériques, encadrées par 4.772 enseignants, selon les données fournies par la direction de l'éducation à la délégation ministérielle. Ces données indiquent que l'enseignement de la langue amazighe est dispensé à 86 groupes, dans 21 établissements de 5 communes, faisant état de cinq classes spéciales pour les enfants souffrant de légers handicaps, intégrées dans des écoles, ce qui portera le nombre de ces classes à 14, avec 112 élèves. S'agissant des structures, le secteur a été consolidé, pour cette rentrée, de 7 écoles primaires, d'un CEM et d'un lycée, alors que la réception de 7 écoles primaires, 6 CEM et deux lycées, est prévue pour la prochaine rentrée, en plus du taux de revêtement des stades des établissements scolaires en gazon synthétique qui a atteint les 80%.

ALGÉRIE-AFRIQUE

Ouverture de deux banques et des foires permanentes des produits algériens au Sénégal et en Mauritanie

Le ministre des Finances, Laaziz Faid et le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni superviseront, mercredi et jeudi, l'inauguration de la banque de "l'Union algérienne" à Nouakchott (Mauritanie) et la Banque algéro-sénégalaise à Dakar (Sénégal) en sus des foires permanentes des produits algériens dans les deux pays, ont indiqué mardi les deux ministères.

"En application des instructions du Président de la République visant l'ouverture sur le continent africain participant à son développement et sa relance à travers l'implantation de banques algériennes à l'étranger ainsi que des foires permanentes ayant pour objectif la promotion des produits et services algériens, le ministre des Finances, Laziz Faid entamera mercredi une visite de travail au Sénégal et en Mauritanie en compagnie du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni pour superviser l'inauguration de la banque algérienne séné-

galaise à Dakar et la banque de "l'Union algérienne" à Nouakchott en sus d'autres foires permanentes des produits algériens", selon un communiqué du ministère des Finances. Selon le communiqué, cette visite que les deux ministres entameront par Nouakchott, ensuite Dakar, vise à "asseoir les relations de coopération d'intérêt commun pour les deux parties algérienne et mauritanienne et sénégalaise dans les domaines économique, financier et commercial, promouvoir les échanges commerciaux, encourager l'investissement dans divers domaines et consolider

les expertises communes". Toujours selon le communiqué, M. Laaziz Faid présidera "l'inauguration de la Banque de l'Union algérienne à Nouakchott qui jouit d'un capital estimé à 50 millions USD. La banque est le fruit du partenariat du Crédit populaire algérien (CPA), de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), de la Banque nationale algérienne (BNA) et de la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), tandis que le capital social de la Banque algéro-sénégalaise inaugurée dans la capitale Dakar, est de 100 millions USD et a été créée par quatre banques publiques

algériennes". Le ministre des Finances a saisi l'occasion pour rencontrer ses homologues mauritanien et sénégalais en vue d'évoquer les nouvelles perspectives de partenariat entre nos pays, et "promouvoir une véritable coopération plus étendue et plus étroite dans divers domaines", ajoute le communiqué. Lors de cette visite, "des foires permanentes des produits algériens seront inaugurées à Nouakchott et à Dakar, afin de permettre le renforcement des échanges commerciaux et l'encouragement à l'investissement dans les secteurs locaux", souligne le mi-

nistère du Commerce et de la Promotion des exportations. Ces foires serviront de "plateforme idéale pour exposer les produits et les services algériens et renforcer le commerce intérieur et extérieur", ajoute la même source. La visite s'inscrit, selon le ministère, dans "le cadre de l'engagement du Gouvernement à promouvoir la coopération avec les pays voisins et à consolider les liens bilatéraux étroits", ajoutant que ces mouvements économiques "traduisent les efforts incessants visant à réaliser le développement durable et renforcer la stabilité économique de la région".

Inauguration de "l'Algerian Union Bank" en Mauritanie, première banque algérienne à l'étranger

"L'Algerian Union Bank", première banque algérienne ouverte à l'étranger, a été inaugurée mercredi dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, dans une démarche à caractère géostratégique pour l'Etat algérien sur les plans économique et politique, en application des instructions du président de la République visant à faciliter l'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Afrique. Le ministre des Finances, Laaziz Faid et le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, ont supervisé l'inauguration du nouvel éta-

bissement financier, aux côtés du ministre mauritanien des Finances, Isselmou Ould Mohamed M'Bady et celui du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, Lemrabott Ould Bennahi, du gouverneur de la Banque centrale mauritanienne, Mohamed Lemine Ould Debbi et du président de l'Union nationale du patronat mauritanien, Mohamed Zine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Mohamed Benattou. L'Algerian Union Bank, dont le siège se situe au cœur de la capitale Nouakchott, est le fruit d'un partenariat

entre quatre banques publiques algériennes: le Crédit populaire d'Algérie (CPA, avec 40% du capital), la Banque extérieure d'Algérie (BEA, 20%), la Banque nationale d'Algérie (BNA, 20%) et la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR, 20%) avec un capital total de 50 millions de dollars. Les ministres des Finances et du Commerce et de la Promotion des exportations doivent inaugurer, demain jeudi dans la capitale sénégalaise Dakar, la deuxième banque algérienne à l'étranger, baptisée "Algerian Bank of Senegal".

ENERGIE SOLAIRE

Soutenir les producteurs locaux et le transfert technologique pour développer le secteur (panel)

La nécessité de soutenir les producteurs locaux et le transfert technologique vers l'Algérie dans l'énergie solaire a été soulignée, mardi à Alger, par plusieurs experts du secteur lors d'un séminaire sur les énergies renouvelables en Algérie. Lors de ce séminaire organisé conjointement par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) et le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe), le président du cluster "Energie solaire", Mehdi Bendimerad, a évoqué l'intérêt de soutenir les entreprises locales activant dans le domaine des ENR, en leur donnant notamment "plus de visibilité". Mentionnant l'opportunité que représente le programme national de développement des ENR pour le tissu industriel local, M. Bendimerad a cependant relevé certaines contraintes à lever pour le développement des ENR avec un taux d'inté-

gration élevé. Le président du cluster a ainsi souligné la nécessité de réduire la fiscalité sur les intrants de panneaux solaires, soumis actuellement à des droits de douane de 15 à 30 %, selon lui. Par ailleurs, selon l'enseignant chercheur au niveau de l'université des sciences et technologies Houari-Boumediene d'Alger, Mohamed Boudour, le transfert de technologie est également un axe de développement des énergies renouvelables dans le pays. Pour ce faire, M. Boudour plaide pour la mise en place d'une coordination entre les différents secteurs tout en développant des laboratoires et les centres de recherche publics et privés dans ce secteur. Ceci, a-t-il dit, doit également permettre de capitaliser sur les expériences acquises depuis une dizaine d'années par les groupes économiques publics mais aussi par les opérateurs privés activant dans les énergies solaires. "Il y a des filières technologiques dans le solaire où

l'Algérie peut être opérationnelle à court terme", a affirmé l'enseignant chercheur, précisant que les capacités nationales existent notamment en ce qui concerne le développement d'outils de diagnostic et de monitoring. Expliquant que des économies de plusieurs millions de dollars peuvent être réalisées grâce au recours aux capacités locales, M. Boudour a estimé que le transfert technologique doit être suggéré voire imposé aux développeurs étrangers à travers des textes de loi. De son côté, le chercheur au Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), Abdelhamid Mraoui, a estimé nécessaire le travail collaboratif entre chercheurs et industriels pour rendre le secteur attractif en terme d'investissement. Il s'agit selon lui de développer à travers la recherche des solutions adaptées à l'industrie dans le cadre d'un processus de recherche et développement.

Développer un modèle énergétique applicable pour atteindre les objectifs nationaux (Bouchenak Khelladi)

Développer un modèle énergétique applicable pour atteindre les objectifs nationaux (Bouchenak Khelladi). Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohamed a mis en avant, mardi à Alger, la nécessité de développer un modèle énergétique applicable à même de réaliser les ambitions nationales dans le domaine des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire. Dans son discours d'ouverture des travaux d'un séminaire sur les Energies renouvelables en Algérie, placé sous le thème "Energie solaire : une source alternative à forte valeur ajoutée", à laquelle ont assisté des ministres et des experts, M. Bouchenak Khelladi a relevé "la nécessité de développer un modèle énergétique applicable, basé sur l'engagement et la contribution de l'ensemble des acteurs en la matière, afin de développer l'énergie solaire à l'échelle nationale". A ce propos, il a jugé impératif de concrétiser le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reposant sur la diversification économique sous-tendant la sécurité alimentaire, l'économie numérique et la transition énergétique à long terme. Et d'ajouter que l'Algérie avance aujourd'hui vers les énergies renouvelables dans la perspective de diversifier ses sources énergétiques, indiquant qu'une telle orientation s'inscrit dans le cadre d'une dyna-

mique mondiale visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre et à atténuer les répercussions du changement climatique. A son tour, l'expert en énergies renouvelables, le professeur Chems Eddin Chitour, a relevé la nécessité d'adopter un modèle souple qui peut s'adapter aux développements de l'heure", insistant sur l'importance de développer l'industrie de l'hydrogène vert et de créer un institut pour la transition énergétique. Le séminaire, organisé en coordination avec le Commissariat aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Énergétique (CEREFE), a connu la présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Faizia Dahlab, et du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. Ce séminaire a permis aux différents acteurs de cette filière d'évaluer l'état du secteur des énergies renouvelables et de passer en revue les différentes mesures lancées pour appuyer ce domaine. Il vise à évaluer les prévisions des parties prenantes, et à assurer des stratégies de développement de l'énergie solaire au niveau national dans le cadre d'un dialogue public-privé. L'événement a également connu l'organisation de panels thématiques sur les stratégies d'appui à adopter pour encourager l'investissement dans le domaine de l'énergie solaire et le transfert technologique en la matière.

ALGÉRIE-ITALIE

Le projet d'interconnexion électrique au centre d'une rencontre entre le Pdg de Sonelgaz et l'ambassadeur italien en Algérie

Le président directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjali a reçu l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération dans le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables, ainsi que le projet d'interconnexion électrique entre les deux pays, indique un communiqué du groupe. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de plusieurs cadres dirigeants du groupe Sonelgaz, les deux parties "ont passé en revue l'état des relations entre l'Algérie et l'Italie dans le do-

maine énergétique", précise la même source qui a souligné que le Pdg du groupe Sonelgaz a réaffirmé l'importance de "hisser le niveau de la coopération bilatérale dans ces domaines, au vu des nombreux points communs unissant les deux pays méditerranéens". Pour sa part, l'ambassadeur italien a exprimé "la disposition de son pays à encourager l'intérêt des sociétés italiennes pour l'investissement dans le secteur électrique et gaziер en Algérie compte tenu des nombreuses opportunités qu'il offre en matière d'investissement et d'échange d'expertises", ajoute la même source.

ENERGIE

Le Groupement TFT signe un contrat en EPC avec l'Entreprise Nationale des Grands Travaux Pétroliers (ENGTP)

Le Groupement TFT, constitué de Sonatrach et de son partenaire Total Energies, d'une part, et l'Entreprise Nationale de Grands Travaux Pétroliers (ENGTP), d'autre part, ont signé mardi, un contrat d'Engineering, Procurement & Construction (EPC), indique un communiqué de Sonatrach.

Ce contrat porte sur les travaux d'extension du réseau de collecte de TFT II et ce, pour le raccordement et la mise en production de onze (11) nouveaux puits vers le centre de traitement existant au niveau du champ gaziер de TFT, situé dans le bassin d'Illizi, à environ 400 km au Sud-Est de Hassi Mes-

ENERGIE

Le pétrole s'essouffle et finit en baisse, la demande interroge

Les cours du pétrole ont fini en légère baisse mardi après avoir bondi plus tôt en séance, une inflexion similaire à celle de lundi, témoignant d'un marché qui craint un ralentissement de la demande.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre s'est effrité de 0,09%, pour clôturer à 94,34 dollars. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en octobre, il a lui cédé 0,30%, à 91,20 dollars.

Les deux variétés de référence avaient démarré la séance en trombe, le Brent prenant jusqu'à 1,62% et le WTI, 2,47%. Ce coup d'accélérateur initial était dû, notamment, à l'approche de l'expiration, mercredi,



du contrat à terme d'octobre sur le WTI, qui accentue la volatilité des cours, a expliqué Andy Lipow, de Lipow Oil Associates. Le dénouement de ces contrats est, qui plus est, compliquée par le fait "que les stocks sont bas à Cushing", on se trouve le principal terminal pour prendre livraison du WTI, situé en Oklahoma, a rappelé l'analyste. Le niveau des réserves y est ainsi tombé, la semaine dernière, au plus bas depuis début décembre.

MARCHÉS BOURSIERS

Wall Street termine en baisse, taux pétrole et Fed paralysent le marché

La Bourse de New York a terminé en baisse mardi, préoccupée par la nouvelle escalade des taux obligataires, les prix du pétrole et la possibilité de voir une banque centrale américaine plus agressive que prévu mercredi. Le Dow Jones a perdu 0,31%, l'indice Nasdaq a cédé 0,23% et l'indice élargi S&P 500 a abandonné 0,22%. "Il n'a pas beaucoup de conviction en ce moment" à Wall Street, a réagi Patrick O'Hare, de Briefing.com, avant la communication de la banque centrale américaine (Fed), mercredi. Les opérateurs tablent, quasiment à l'unanimité, sur un statu quo de la Fed, mais ont le regard braqué sur les projections des membres de l'institution en matière de croissance économique et de trajectoire monétaire. "Il y a un peu de nervosité sur

le marché obligataire", a-t-il ajouté. "On évoque la possibilité que la Fed douche les espoirs du marché quant à des baisses de taux en 2024". Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans est ainsi monté, mardi, à son plus haut niveau depuis 15 ans, à 4,3667%. Cette accélération tient aussi à la flambée des cours du pétrole, qui a fait ressurgir le spectre d'une inflation hors de contrôle ces dernières semaines, de nature à pousser la Fed à durcir encore sa position. Le coup de chaud sur le marché obligataire a pénalisé le secteur technologique, dépendant des conditions de crédit pour financer sa croissance. Nvidia (-1,01%) et Amazon (-1,68%) ont été les plus malmenés parmi les capitalisations géantes de la tech.

La Bourse de Tokyo en repli avant la Fed

La Bourse de Tokyo était en léger repli mercredi en matinée sur fond de prudence des investisseurs avant des annonces de politique monétaire aux Etats-Unis et au Japon. L'indice vedette Nikkei perdait 0,2% à 33.177,51 points vers 00H40 GMT, tandis que l'indice élargi Topix lâchait 0,27% à 2.423,64 points. Les acteurs du marché tablaient sur un statu quo monétaire à l'issue mercredi de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), mais surveillaient les projections des membres de l'institution en matière de croissance

économique et de trajectoire monétaire. Après la réunion de la Fed, "la probabilité d'une hausse des taux d'ici la fin de l'année devrait augmenter et les attentes de baisses des taux l'année prochaine devraient diminuer", a commenté Mitsubishi Akinobu Ichiyoshi Asset Management, cité par l'agence Bloomberg. Les économistes attendaient également un statu quo du côté de la Banque du Japon (BoJ), dont les annonces sont prévues vendredi, même si son gouverneur a envoyé des messages contradictoires ces derniers

mois. Le dollar reculait très légèrement face au yen, à raison d'un dollar pour 147,80 yens vers 00H40 GMT contre 147,86 yens mardi à 21H00 GMT. Le cours euro/yen était quasi stable, un euro valant 157,89 yens contre 157,90 yens la veille, et le cours euro/dollar était presque inchangé lui aussi, à un euro pour 1,0683 dollar, contre 1,0679 dollar mardi. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,32% à 91,49 dollars vers 00H30 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,06% à 94,40 dollars.

La Bourse de Paris attendue peu animée

La Bourse de Paris devrait connaître une séance morne mercredi, dans l'attente de la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) américaine qui sera annoncée dans la soirée.

Le contrat à terme de l'indice CAC 40 grappillait 0,16% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Mardi, l'indice a terminé quasi stable (+0,08%) à 7.282,12 points. La réunion de la banque centrale américaine est dans l'esprit de tous les investisseurs. Elle a débuté mardi et se poursuivra mercredi avant l'annonce de la décision des membres du

comité de politique monétaire à 20H00 (18H00 GMT) et un discours du président de l'institution monétaire dans la foulée. Inflation en baisse, pénurie de main-d'œuvre qui commence à se résorber, consommation qui mollit: les ingrédients sont réunis pour que la Banque centrale américaine maintienne ses taux dans la fourchette actuelle, de 5,25 à 5,50%.

"Si la pause dans la hausse des taux est actée, c'est bien évidemment les commentaires du président Powell qu'il faudra analyser de très près", prévient John

Plassard, spécialiste en investissement de Mirabaud. "Le message de la Fed sera que des taux directeurs plus élevés resteront sur la table jusqu'à ce que l'économie ralentisse visiblement et que l'inflation se rapproche de 2%", commente ainsi dans une note Steve Englehard, responsable de la macroéconomie américaine pour Standard Chartered et ancien économiste à la Fed. Les prévisions économiques actualisées, en termes de croissance du PIB, d'inflation, d'emploi et d'évolution des taux, seront aussi scrutées. Les investisseurs redou-

tent que la hausse des prix du pétrole, qui se sont rapprochés des 100 euros le baril en début de semaine, relance les pressions inflationnistes et contrecarre leurs prévisions de baisse des taux dans les prochains trimestres. Sur le marché obligataire, la nervosité des investisseurs a poussé à la hausse les taux d'intérêt sur la dette souveraine. Mardi, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans est monté à son plus haut niveau depuis 15 ans, à 4,37%, et celui de l'Etat français a atteint un nouveau plus haut depuis 2012 à 3,29%.

JAPON

Nouveau recul des exportations en août

Les exportations du Japon ont reculé en août pour le deuxième mois consécutif sur fond de ralentissement économique mondial selon des données publiées mercredi, de mauvais augure pour la croissance nipponne portée au deuxième trimestre par le commerce extérieur. Les expéditions japonaises ont diminué le mois dernier de 0,8% sur un an selon les chiffres du ministère des Finances, un recul moins important que ce qu'attendaient les économistes. Elles avaient connu en

juillet leur premier repli depuis février 2021. Le Japon a vu ses exportations reculer à destination du reste de l'Asie (-8,8%), notamment vers la Chine (-11%). Elles ont en revanche progressé à destination de l'Amérique du Nord (+7,2%) et de l'Europe occidentale (+18,9%). Les importations nippones ont également baissé (-17,8%), pour le cinquième mois consécutif, aussi bien depuis la Chine que l'Amérique du Nord. Elles ont progressé en provenance de l'Europe occidentale. Le Japon a connu en août un

déficit commercial de 930,5 milliards de yens (5,9 milliards d'euros). L'archipel a vu son économie progresser de 1,2% sur un trimestre entre avril et juin, selon des données révisées publiées au début du mois. Sa croissance a été portée par la hausse de ses exportations alors que les perturbations des chaînes d'approvisionnement s'estompaient dans le secteur automobile, et par la chute de ses importations sur fond de baisse des cours mondiaux des hydrocarbures.

TUNISIE

Le déficit budgétaire devrait baisser à 5,8% du PIB en 2023 (Fitch Ratings)

Le déficit budgétaire de la Tunisie devrait baisser à 5,8% du PIB en 2023, contre 6,9% en 2022, sous l'effet d'une rationalisation des charges salariales, des mesures en matière de réforme fiscale et d'une amélioration des ressources de l'Etat, d'après le dernier rapport de l'agence internationale de notation Fitch Ratings. Selon le rapport, relayé mardi par la presse locale, la Tunisie a réussi à réaliser durant le premier semestre 2023 un excédent budgétaire d'environ 58,8 millions de dinars, soit 0,4% de son PIB grâce à une maîtrise des dépenses générales qui n'ont pas dépassé 38% des prévisions budgétaires pour l'année 2023, d'autant plus que les dépenses d'intervention sociales et de subvention n'ont pas dépassé 27% des prévisions de cette année, à cause notamment de la régression des prix internationaux et de l'ajustement des prix de l'énergie depuis novembre 2022. D'après les chiffres officiels du ministère des Finances, le budget de l'Etat tunisien était excédentaire de 58,8 millions de dinars au premier semestre de 2023, contre un déficit de 687 millions de dinars pour la même période de 2022 (un dinar vaut environ 0,33 dollar).

PORTUGAL

TAP Air Portugal : le gouvernement va approuver le décret de privatisation

Le gouvernement portugais va approuver la semaine prochaine le décret de privatisation de TAP Air Portugal, la compagnie aérienne renationalisée en 2020 pendant la pandémie de Covid-19, a indiqué mardi le Premier ministre socialiste Antonio Costa. "Nous allons approuver la semaine prochaine le décret qui définit les modalités de la privatisation de TAP", a déclaré M. Costa lors d'un débat parlementaire. "Nous allons privatiser une partie ou la totalité du capital en fonction des intérêts de la compagnie, du Portugal et des Portugais", a-t-il ajouté. Le groupe aérien portugais, dont les difficultés s'étaient accrues avec la pandémie de Covid-19, avait été totalement renationalisé dans l'urgence en 2020, en échange de l'application d'un plan de sauvetage chiffré à 3,2 milliards d'euros.

"Nous avons toujours dit que l'intervention de l'Etat n'avait pas pour but de garder pour toujours 100% du capital, mais plutôt de répondre à une situation de crise", a précisé M. Costa. Les modalités de l'opération devraient être connues lors du conseil des ministres du 28 septembre.

La privatisation du transporteur portugais a déjà suscité l'intérêt de plusieurs groupes aériens parmi lesquels Air France-KLM, IAG (maison mère de British Airways et Iberia notamment) ou encore Lufthansa. TAP avait renoué avec les bénéfices dès 2022, soit deux ans avant l'objectif fixé dans son plan de restructuration imposé par Bruxelles, en dégageant un bénéfice net pour la première fois depuis 2017, à plus de 65 millions d'euros. Au deuxième trimestre de cette année, la compagnie a enregistré un bénéfice de 80,3 millions d'euros, contre une perte de 80,4 millions sur la même période de l'année dernière. "Le plan de restructuration est un succès", s'est félicité le chef de l'exécutif rappelant que TAP avait transporté "quelque 7,6 millions de passagers au premier semestre, soit près de 96% du niveau atteint avant la pandémie".

ROYAUME-UNI

Très léger repli de l'inflation en août à 6,7%

L'inflation a très légèrement reculé en août au Royaume-Uni, à 6,7% sur un an, au plus bas depuis février 2022, contre 6,8% un mois plus tôt, indique l'Office national des statistiques (ONS) mercredi. Les prix alimentaires sont ceux qui ont le plus contribué au repli, éclipsés par un rebond des prix du carburant, précise l'ONS. Ceux des services ont également baissé, ce qui a fait reculer l'inflation sous-jacente plus que son taux global, précise l'ONS. Le chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt s'est félicité d'un plan de lutte contre l'inflation "qui fonctionne" tout en reconnaissant que ce taux reste "trop élevé". Le marché avait anticipé un rebond de l'inflation dans la foulée de celui des prix du carburant, et la livre sterling réagissait par conséquent à la baisse: elle cédait -0,29% à 1,2354 dollar vers 06H20 GMT. Une inflation plus basse va dans le sens d'un moindre resserrement monétaire par la Banque d'Angleterre, qui annoncera une nouvelle décision sur ses taux jeudi.

BOUIRA

Arrestation de deux individus pour agression d'automobilistes

Deux individus accusés d'agressions et de vol d'automobilistes sur l'autoroute Est-Ouest, ont été arrêtés à Bouira, rapporte, mardi un communiqué des services de la Gendarmerie nationale qui a fait part, également, de la saisie d'armes blanches. Les deux suspects, originaires d'Alger, ont été identifiés puis arrêtés suite à des plaintes déposées par des automobilistes ayant fait l'objet d'agressions et de vol sur l'autoroute Est-Ouest dans sa partie desservant la wilaya de Bouira, a-t-on précisé de même source.

Il s'agit d'une opération menée par la Gendarmerie nationale dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité et suite à des plaintes d'agression et de vol, selon le communiqué, qui note qu'un plan d'intervention a été mis en place pour interpeller les mis en cause dans cette affaire. Des barrages sécuritaires ont été dressés et des patrouilles déployées sous l'égide du chef du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Bouira, ce qui a permis d'arrêter les suspects grâce à des empreintes relevées sur les lieux des agressions, selon les détails contenus dans le même communiqué.

Une quantité d'armes blanches de différentes catégories, ainsi que deux véhicules utilisés dans leurs actes criminels, ont été saisis", a-t-on précisé de même source.

Après avoir accompli toutes les procédures d'enquête, un dossier pénal pour "agression et vol" a été établi à l'encontre des deux mis en cause, qui ont été présentés devant la justice, selon le document.

IN GUEZZAM

Mise en échec d'une tentative de contrebande de plus de 7 tonnes de produits alimentaire subventionnés

Les services de la Sécurité de la wilaya d'In Guezzam ont saisi, ces deux dernières semaines, d'importantes quantités de produits alimentaires subventionnés, destinés à la contrebande et arrêté deux individus dont un ressortissant africain, indique un communiqué des mêmes services. L'opération est intervenue suite à des informations parvenues aux éléments du service de wilaya de la Police judiciaire faisant état de l'existence d'un plan de contrebande de produits alimentaires subventionnés (farine, sucre blanc et huile de table) vers un pays voisin, précise la même source. L'opération s'est soldée par la saisie de 3.850 tonnes de farine, 3.875 tonnes de sucre blanc, 2.000 litres d'huile de table et 5 véhicules utilisés dans la contrebande.

A cet effet, des dossiers judiciaires ont été constitués à l'encontre des mis en cause qui seront présentés devant les juridictions territorialement compétentes pour contrebande et spéculation en utilisant un moyen de transport, détention d'un véhicule importé via la contrebande et entrée et séjour illégaux sur le territoire national, a-t-on ajouté de même source.

BECHAR

24.000 élèves bénéficient de la prime de scolarité (wilaya)

Un total de 24.000 élèves, des trois paliers d'enseignement, dans la wilaya de Bechar ont bénéficié de la prime de scolarité au titre de la nouvelle rentrée scolaire 2023/2024, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

"Nous avons entamé l'opération de distribution de la prime de scolarité (5.000 DA), au profit de 24.000 élèves scolarisés, des trois paliers d'enseignement, dans la wilaya, et ce en application du programme national portant prise en charge des élèves issus de familles nécessiteuses", a déclaré Saïd Mohamed Benkamou, en marge de la cérémonie d'ouverture officielle de la nouvelle rentrée scolaire au niveau de la nouvelle école primaire "Chahid Djelloul Djelloul", située dans le groupement urbain "El Moungar", (Nord du chef-lieu de wilaya).

Pour le bon déroulement de cette opération, des moyens humains ont

été mobilisés pour l'examen des dossier des bénéficiaires concernés, a indiqué pour sa part le directeur local du secteur de l'éducation, Ziti Mohamed.

A cette occasion, il a été procédé aussi à la distribution de 3.800 cartables scolaires aux familles nécessiteuses, a ajouté le même responsable signalant par ailleurs que le secteur prévoit la réception de nouveaux établissements, dès la prochaine rentrée scolaire 2024/2025.

Il s'agit de cinq (5) nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) et treize (13) nouvelles cantines scolaires dont deux (2) au profit de la daïra frontalière de Béni-Ounif, a-t-on expliqué.

Ces nouvelles structures, vont contribuer à renforcer les capacités d'accueil pédagogiques et de restauration scolaire et améliorer les conditions de scolarisation dans les régions enclavées notamment, a conclu la même source.

EDUCATION

Plus de 3,5 millions d'élèves bénéficient de la prime de solidarité scolaire (ministre)

Plus de 3,5 millions d'élèves issus de familles nécessiteuses et à faibles revenus bénéficieront de la prime de solidarité scolaire pour l'année 2023-2024, a annoncé, mardi à El Bayadh, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed.

"Cette année, plus de 500.000 nouveaux bénéficiaires de cette prime ont été ajoutés, dépassant ainsi les 3,5 millions de bénéficiaires à travers le pays", a souligné le ministre, lors d'une conférence de presse, suite au coup d'envoi de la rentrée scolaire donné depuis l'école primaire défunte Moudjajid "Oulissis Mohamed" sis au groupement rural "Thenia" au chef-lieu de la wilaya.

L'année scolaire écoulée, 3 millions d'élèves ont bénéficié de cette prime scolaire, à laquelle une enveloppe financière estimée à 15 milliards de dinars a été allouée, selon M. Belabed.

Il a également indiqué qu'au cours de la prochaine année scolaire, cette prime de 5.000 dinars sera versée un mois avant la rentrée des classes, en application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné que la prime soit versée aux bénéficiaires avant la rentrée des classes, afin que les parents puissent la dépenser à temps pour



l'achat des fournitures scolaires. D'autre part, le ministre a déclaré que, conformément à la décision du Président de la République, un office national de restauration scolaire sera créé et le gouvernement œuvrera à établir les cadres juridiques de cette structure, à l'installer et à l'activer, ce qui permettra de remédier à tous les lacunes qui entaillent un peu l'opération de restauration à travers les établissements scolaires.

D'autre part, M. Belabed a affirmé que la décision prise par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la généralisation de l'éducation physique et le sport dès le cycle primaire représente une "mesure historique", qui propulsera l'Algérie au rang des pays développés dans ce domaine et permettra la découverte de talents et d'élites sportives.

A cet égard, le ministre de l'Education nationale a pré-

cisé que 12.877 postes ont été attribués à des enseignants d'éducation physique et sportive, un nombre suffisant pour couvrir toutes les écoles primaires, a-t-il dit, ajoutant que ces enseignants ont été recrutés dans les différents établissements scolaires du pays.

Le taux de couverture en structures désignées pour l'enseignement de cette matière a atteint 97 %, ce qui représente un total de 20.181 établissements scolaires concernés, dont 83 % de ces structures sportives sont présentes à travers les établissements du cycle primaire. Le reste est réparti entre les institutions sectorielles adjacentes aux écoles primaires, comme les collèges et lycées, ainsi que les installations sportives affiliées à des collectivités locales et le secteur de la jeunesse et des sports.

Il ne reste qu'une cinquantaine d'établissements scolaires à travers le pays, qui seront pris en charge avant la fin de cette semaine, a fait savoir le ministre.

CANTINES SCOLAIRES

Le Gouvernement s'attèle à créer les cadres juridiques de l'Office national des cantines scolaires (Belaabed)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé mardi à Mecheria (Naama), que le Gouvernement s'attelait à créer les cadres juridiques de l'Office national des cantines scolaires pour son installation et son activation.

À niveau de l'école primaire "Chahid Mahmoudi Madani", à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024, le ministre a indiqué que "le Gouvernement s'attèle à créer les cadres juridiques de l'Office national des cantines scolaires pour son installation et son activation, ainsi que pour résoudre tous les dysfonctionnements qui connaît l'opération de restauration au niveau national", soulignant à ce propos l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune

au secteur, notamment aux citoyens des zones enclavées et éloignées, en leur assurant toutes les conditions appropriées pour la scolarisation comme la restauration et le transport scolaires.

Le président de la République avait ordonné, mardi lors de la réunion du Conseil des ministres, "l'accélération de la création d'un office national des cantines scolaires, chargé exclusivement de l'opération".

Il a, en outre, réaffirmé son attachement à "accorder une importance particulière et exceptionnelle aux cantines scolaires au niveau des régions éloignées, au vu de leur rôle majeur dans la création d'un climat sain garantissant une scolarisation optimale", outre l'exonération des com-

munes pauvres et défavorisées des charges et des coûts de la prise en charge des écoles primaires, une responsabilité qui incombera pleinement à l'Etat, et ce en vue de préserver la démocratisation de l'enseignement.

Après avoir relevé l'importance du transport scolaire pour le bien-être des élèves de ces régions, M. Belabed a rappelé que "le transport scolaire est uniquement destiné aux élèves".

Répondant à une question sur la possibilité d'ouvrir de nouveaux centres d'examens pour le baccalauréat dans les zones éloignées, le ministre a précisé que "leur ouverture se fait dans le cadre de la loi et des conditions en vigueur, notamment les conditions de sécurité et un nombre suffisant de candidats".

BLIDA

Démantèlement de plusieurs réseaux de trafic de drogue

Plusieurs réseaux criminels organisés spécialisés dans le trafic de drogue et de psychotropes activant à Blida et ses environs, ont été démantelés, depuis août dernier par les services de la sûreté de wilaya, a-t-on appris, mardi, auprès de la police judiciaire.

La mise hors d'état de nuire de ces bandes criminelles organisées s'est faite dans le cadre de la lutte contre la délinquance urbaine et la criminalité sous toutes ses formes, a-t-on ajouté de même source.

Ces opérations ont notamment permis la saisie de 18.488 comprimés psychotropes, plus de 3.600 g de kif traité et trois (3) g de cocaïne, en plus d'importantes sommes d'argent représentant les revenus de la vente

de ces produits prohibés, a-t-on indiqué. Toutes les personnes impliquées dans ces affaires ont été présentées devant les autorités judiciaires compétentes, a-t-on fait savoir.

Par ailleurs, concernant la protection des personnes et de leurs biens, les services de la police judiciaire, en coordination avec d'autres services de la sûreté de wilaya, ont arrêté les membres de plusieurs réseaux criminels spécialisés dans le cambriolage des domiciles de particuliers.

A ce titre, 12 affaires d'atteintes aux biens et aux personnes, ont été traitées durant la période indiquée, avec l'arrestation de 25 personnes impliquées et leur présentation devant la justice, selon la

même source, soulignant la récupération d'importantes sommes d'argent volées par les suspects au titre de ces affaires.

Dans le cadre de la lutte contre le crime économique, la brigade économique et financière a arrêté 5 personnes pour stockage, dans un dépôt clandestin, de produits périssables, en vue de leur revente après falsification de leurs dates de production et de péremption.

Cette opération a permis la saisie 263.044 unités de produits parapharmaceutiques, cosmétiques et d'entretien et de 950 kg de dentifrice.

Les cinq suspects ont été présentés devant la justice.

INONDATIONS EN LIBYE

Le changement climatique a probablement aggravé l'intensité des pluies (étude)

Le changement climatique a augmenté la probabilité, potentiellement "jusqu'à 50 fois", que surviennent en Libye des pluies aussi intenses que celles qui ont entraîné la rupture de deux barrages mal entretenus, faisant des milliers de morts à Derna, selon une étude publiée mardi par un réseau de scientifiques spécialisé dans ce type d'analyses.

Les chercheurs du World Weather Attribution (WWA) ne sont pas parvenus à estimer précisément l'influence du réchauffement climatique, le phénomène étant trop bref et trop localisé pour la plupart des modèles climatiques existants, mais aussi par manque criant de données d'observations.

L'absence d'influence du changement climatique causé par l'activité humaine ne peut donc pas être totalement exclue, mais les scientifiques ne doutent pas du lien, puisque "l'augmentation des températures entraîne généralement des pluies plus abondantes", "des études prévoient des pluies plus abondantes dans la région", et les données météorologiques régionales montrent déjà cette tendance à l'œuvre.

Concernant la Libye, les scientifiques ont constaté que "le changement climatique augmentait jusqu'à 50 fois la probabilité de survenue de l'événement, avec jusqu'à 50% de pluie en plus pendant cette période". Pour analyser l'effet du



réchauffement dans l'amplification des phénomènes extrêmes, le WWA utilise des données climatiques et des modèles pour

comparer le climat actuel, environ 1,2°C plus chaud que depuis l'ère préindustrielle, à celui du

passé. Le 10 septembre, lorsque la tempête Daniel a déversé un délugue sur le nord-est de la Libye, deux barrages ont cédé près de Derna, provoquant une vague de

l'ampleur d'un tsunami le long d'un oued habituellement à sec, faisant des milliers de morts.

Après un été de canicules et d'incendies dévastateurs portant clairement l'empreinte du changement climatique, mesurer la contribution de celui-ci à ces inondations s'est avéré plus difficile", a reconnu Friederike Otto, de l'Institut Grantham de l'Imperial College de Londres.

"Mais il ne fait aucun doute

que réduire la vulnérabilité et renforcer la résistance à tous les types de conditions météorologiques extrêmes sont essentiels pour sauver des vies à l'avenir".

L'étude estime par ailleurs que le réchauffement climatique a "rendu jusqu'à 10 fois plus probable" l'intensité des pluies en Grèce, Bulgarie et Turquie, également frappées par des inondations exceptionnelles à cause de la tempête Daniel.

Dans cette vaste région, qui englobe des parties des trois pays, l'événement est désormais relativement courant", et peut désormais se reproduire "une fois tous les dix ans", estime l'étude.

Pour la Grèce centrale, la plus touchée, l'événement est moins probable" (une fois tous les 80-100 ans environ).

En revanche pour l'Espagne, une analyse complète n'a pas pu être effectuée, car "les modèles climatiques disponibles représentent mal les fortes précipitations sur des échelles de temps inférieures à un jour".

TOURISME

Entre janvier et juillet, le nombre de touristes dans le monde atteint 84 % des niveaux d'avant la pandémie

L'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies (OMT) a annoncé, mardi, que le nombre de touristes internationaux a atteint 84 % des niveaux d'avant Covid-19 au cours de la période janvier-juillet 2023.

L'OMT, dont le siège est à Madrid, la capitale espagnole, a annoncé que les chiffres du tourisme dans le monde ont atteint les niveaux d'avant l'épidémie, qu'elle a qualifiée de "pire période de l'histoire". Déclarant

qu'un total de 700 millions de touristes ont voyagé dans le monde entre janvier et juillet de cette année, l'OMT a évoqué une augmentation de 43% par rapport à la même période de 2022.

Le mois de juillet dernier a enregistré le plus grand nombre de touristes avec 145 millions de touristes, soit 20 % du total de 2023. L'Europe, la région qui accueille le plus de touristes au monde, a atteint 91%

des niveaux d'avant la pandémie, avec le soutien de la forte augmentation de la demande intérieure et des voyages en provenance des Etats-Unis.

Au Moyen-Orient, qui est la seule région au monde à avoir dépassé les niveaux d'avant la pandémie, le nombre de touristes enregistrés entre janvier et juillet a augmenté de 20 % par rapport aux chiffres de 2019.

CHINE

Une tornade fait 5 morts et 4 blessés dans l'est du pays

Une tornade dans l'est de la Chine a fait cinq morts et quatre blessés graves, ont annoncé mercredi des médias.

"Mardi après-midi, une puissante tornade a frappé Suqian, dans la province du Jiangsu (est)... entraînant des pertes humaines et matérielles dans certaines zones", a indiqué la télévision publique CCTV. Plus de 5.500 personnes ont été touchées par cette tornade et 137 maisons se sont effondrées, selon des "premières statistiques" citées par la même source.

Plus de 400 personnes ont été temporairement relogées.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux par le Quotidien du

Peuple montrent des vents violents soulevant des débris au-dessus d'immeubles d'habitation, ainsi qu'une rive jonchée d'enseignes et d'autres objets. Cet été, la Chine a enregistré des précipitations records et des semaines de chaleur historique.

Les scientifiques affirment que ces phénomènes météorologiques extrêmes sont exacerbés par le changement climatique.

En 2016, des villages entiers de la province du Jiangsu avaient été rasés et au moins 98 personnes tuées lors d'une tempête accompagnée de vents de la force d'un ouragan et de la pire tornade depuis un demi-siècle.

ETATS UNIS

Le fils de Biden va plaider non coupable de détention illégale d'arme

Le fils du président américain Joe Biden, Hunter, va plaider non coupable de détention illégale d'arme, a indiqué son avocat dans un document rendu public mardi.

Hunter Biden, 53 ans, est accusé d'avoir menti en remplissant des formulaires pour l'acquisition d'une arme à feu en 2018, dans lesquels il niait l'addiction qu'il a reconnu par la suite. Son avocat, Abbe David Lowell,

demande dans un courrier adressé au juge, Christopher Burke, de permettre à son client, résident de Californie (ouest), d'effectuer sa première comparution non pas dans le Delaware où se trouve le tribunal, mais en distanciel. "M. Biden plaidera non coupable et il n'a aucune raison qu'il ne puisse pas prononcer ces deux mots par visioconférence", assure son conseil. Son inculpation dans ce

dossier, le 14 septembre, est intervenue deux jours après l'ouverture de la procédure d'enquête en destitution engagée par la majorité républicaine à la Chambre des représentants contre le président démocrate.

Les parlementaires conservateurs reprochent à Hunter Biden d'avoir fait des affaires douteuses en Ukraine et en Chine en capitalisant sur les réseaux et le nom de son père.

NIGERIA

Les inondations font trois morts dans le centre du pays

Au moins trois personnes ont trouvé la mort à la suite d'inondations dévastatrices dans l'Etat nigérian du Plateau (centre), a déclaré l'Agence nationale de gestion des urgences (NEMA).

Plusieurs Etats du Nigeria ont connu, entre samedi et dimanche, de fortes précipitations qui ont entraîné une hausse significative du niveau des rivières et des ruisseaux. Cette situation a suscité des in-

quiétudes quant au risque d'inondation dans les zones de faible altitude. Le gouvernement nigérian a récemment fait savoir qu'il déployerait toutes les ressources essentielles pour soutenir les efforts de réponse aux inondations et offrir une aide aux communautés touchées. L'année dernière, les inondations ont fait au moins 662 morts et plus de 2,4 millions de déplacés à travers le pays, selon la NEMA.

THAÏLANDE

Un policier et un trafiquant présumé de drogues tués dans une fusillade

Un policier et un trafiquant présumé de drogues ont été tués dans une fusillade dans le nord de la Thaïlande, lors du contrôle d'un véhicule transportant une tonne de méthamphétamine, a indiqué mercredi la police locale.

"Le trafiquant présumé a ouvert le feu sur le policier qu'il a tué, et la police a répliqué en tirant sur le suspect, qui est décédé", a déclaré à des médias Tiwapong Pluto, responsable local de l'agence antidrogues.

L'incident s'est produit mardi soir dans la province de Chiang Rai (nord), lors de l'inspection d'un véhicule avec à son bord deux hommes, selon les autorités.

Cette région se trouve en plein "Triangle d'or", proche du Laos et de la Birmanie, réputé comme étant la plaque tournante de la production de drogues en Asie du Sud-Est.

"Nous avons retrouvé une tonne de méthamphétamine" dans le véhicule, a indiqué Tiwapong Pluto, qui a précisé que le second suspect s'était échappé.

Des fusillades entre des personnes soupçonnées de trafic de drogue et les forces de l'ordre thaïlandaises ont déjà fait plusieurs morts l'an dernier. Le marché de la méthamphétamine continue de se développer en Asie du Sud-Est, a indiqué en juin un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui a recensé environ 170 tonnes de méthamphétamine saisies en 2021.

ETATS UNIS - MEXIQUE

Des dizaines de trains mexicains immobilisés après l'afflux de migrants

L'opérateur du plus grand réseau ferroviaire du Mexique, Ferromex, a annoncé mardi avoir suspendu la circulation de 60 trains de marchandises en raison de l'afflux de milliers de migrants qui les utilisent pour rejoindre la frontière avec les Etats-Unis.

Quelque 4.300 personnes se trouvent encore à bord des trains ou sur les sites d'exploitation de Ferromex dans les villes de Torreón, Irapuato, San Francisco de los Romo ou Chihuahua, où se sont produits ces derniers jours des accidents mortels, a indiqué l'entreprise dans un communiqué. "Compte tenu de l'augmentation notable du nombre de migrants concentrés dans diverses régions du pays et du risque grave que l'utilisation des trains de marchandises pour le transport représente pour leur sécurité, Ferromex a immobilisé temporairement 60 trains", indique Ferromex.

L'entreprise n'a pas précisé quelle proportion de son activité est concernée par cette mesure, mais indique que les 60 trains ont une capacité de chargement équivalente à celle de 1.800 camions. Depuis des années, des milliers de migrants d'Amérique du sud et centrale utilisent les trains de marchandises mexicains - dont l'un est surnommé "La Bête" ou "Train de la Mort" - pour traverser le pays en direction de la frontière avec les Etats-Unis au nord du pays.

Nombre d'entre eux sont morts ou ont dû être amputés après être tombés accidentellement du train. Le réseau exploité par Ferromex couvre 10.000 km de voies au Mexique, reliant au niveau international "huit ports et six postes frontaliers", selon son site internet.

Ferromex a dit attendre des mesures des autorités pour débloquer la situation qui, a-t-il averti, devrait avoir un impact sur les chaînes de production ou d'approvisionnement.

Le Mexique est un couloir par lequel passent des milliers de migrants en route vers sa frontière nord pour demander l'asile aux Etats-Unis ou tenter d'y entrer sans visa.

Nombre d'entre eux voyage clandestinement, entassés à l'intérieur de trains ou de camions dans des conditions inhumaines, soumis aux mauvais traitements des passeurs.

Lundi, plusieurs personnes ont été blessées lorsque des milliers de migrants, pour la plupart des Haïtiens, ont tenté de pénétrer de force au bureau de l'immigration de Tapachula (sud) pour exiger la délivrance de titres de transit.

APS

CANCER DU SEIN Appel à la création d'un Laboratoire national d'étude des cas familiaux (spécialistes)

La nécessité de créer un Laboratoire national d'étude des cas familiaux (génétiques) du cancer du sein, le plus répandu en Algérie avec près de 14.000 cas/an, a été mise en avant samedi à Alger.

Lors d'une rencontre de sensibilisation au dépistage précoce du cancer du sein, organisée en faveur des femmes journalistes, à la maison de presse Tahar-Djaout, des spécialistes ont appelé à la création d'un Laboratoire national d'étude des cas familiaux de cancer du sein.

A cette occasion, la chef de service chirurgie générale à l'Etablissement public hospitalier (EPH) "Djilali Rahmouni" (ex-clinique des Orangers), professeur Hamida Guendouz, a mis en exergue "le rôle des médias dans la sensibilisation de la société à cette maladie désormais très répandue", soulignant "la nécessité de créer un Laboratoire national d'étude des cas familiaux représentant entre 10 et 20 % du nombre global de cas enregistrés".

La spécialiste a déploré, en outre, l'atteinte de jeunes filles de cette pathologie touchant les sujets âgés de 55 ans et plus dans les pays développés, citant, par la même occasion, le progrès réalisé en Algérie en matière de prise en charge de cette maladie, classée "chronique".

Et d'ajouter que grâce au dépistage précoce, 60% des cas présentent une bonne réponse au traitement et sont pris en charge à temps.

Elle a, en outre, expliqué que certains facteurs de risque avaient été scientifiquement prouvés, dont l'âge (vieillissement), le mariage tardif et l'utilisation prolongée de contraceptifs, en plus du facteur génétique, qui représente entre 20 et 30 % des cas, l'obésité, une alimentation riche en graisses et en sucres, ainsi que l'exposition aux radiations et la prise de certains médicaments. De son côté, Dr Amina Abd el Wahab a indiqué que le traitement destiné aux patientes âgées atteintes de cancer du sein n'est pas le même que celui reçu par les jeunes porteuses de la maladie.

Elle a également souligné que cette dernière catégorie ne consulte généralement un spécialiste que lorsque la maladie est à un stade avancé, en raison, selon elle, d'une mauvaise orientation et du fait que les spécialistes ne sont pas consultés.

Elle a ajouté que "80 % des cas de cancer du sein sont soumis à une intervention chirurgicale et poursuivent le reste du traitement, en Algérie, y compris la radiothérapie. De son côté, la professeure Nadjia Chibani, spécialiste en imagerie médicale à L'EPH "Bachir Mentouri" à Kourba (Algier), a appelé à la réalisation de mammographies chez des spécialistes pour le dépistage de la maladie, et en cas d'impossibilité, elle a recommandé de soumettre les résultats à plusieurs experts pour confirmer la présence ou l'absence de la tumeur. Pour sa part, Linda Amina, nutritionniste, a mis en garde contre la consommation excessive de certains aliments riches en matières grasses, en sucre et en colorants alimentaires, notamment les aliments industriels, tout en recommandant de manger du poisson, des légumes et des fruits, en particulier ceux riches en antioxydants.

WILAYA D'ALGER Mobilisation de 96 unités médicales pour garantir une couverture médicale scolaire (DSP)

Quatre-vingt-seize (96) unités médicales de dépistage et de suivi (UDS) ont été mobilisées au niveau de 55 communes de la wilaya d'Alger, en sus d'un projet en cours pour élargir cette couverture médicale aux deux communes qui restent, à savoir Ben Aknoun et Dely Brahim, a indiqué samedi la Direction de la Santé et de la population (DSP) de la même wilaya.

Le Secrétaire général de la DSP d'Alger, M. Maher Kendil, a indiqué à l'APS que "la wilaya d'Alger a enregistré un grand progrès en matière de couverture médicale aux enfants scolarisés", relevant que ces unités médicales "sont soutenues par une équipe de professionnels de la santé".

Cette équipe est composée de "182 médecins généralistes, 136 dentistes, 109 psychologues, 72 orthophonistes, 67 assistants-médical et 55 assistants-dentaire", selon le même responsable.

A cet égard, M. Kendil a indiqué que "l'Assemblée populaire de wilaya a effectué, depuis le 10 septembre en cours et en collaboration avec des représentants des secteur de la Santé et de l'Education, des visites d'inspection aux unités de dépistage scolaire afin d'améliorer ces structures et garantir aux élèves un environnement médical idoine".

78^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU M. Saihi met en avant à New York les réalisations de l'Algérie dans les domaines de la Santé, de l'Education et du progrès social

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi a mis en avant, lundi à New York (Etats-Unis), lors de sa participation au forum de haut niveau sur les objectifs du développement durable des nations unies, les différentes réalisations accomplies par l'Algérie dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enseignement et du progrès social.



Au terme de sa participation aux travaux du forum tenu au siège de l'Organisation des Nations unies (ONU), à la veille de l'ouverture des travaux de la 78e assemblée générale, à laquelle le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune prendra part, aux cotés de 140 dirigeants du monde, M. Saihi a affirmé que l'Algérie a réalisé des progrès importants dans le cadre du plan de développement durable des nations unies".

Cette rencontre, poursuit le ministre de la santé, a constitué une occasion pour mettre en exergue les réalisations de l'Algérie dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enseignement et du progrès social.

maines de la santé, de l'éducation, de l'enseignement et de la promotion sociale, soulignant à cet égard q ue "le plan d'action du gouvernement et les acquis obtenus dans divers secteurs dans notre pays sont conformes aux objectifs du développement durable des nations unies".

PRISE EN CHARGE DE L'AZHEIMER Nécessité d'ouvrir des unités de soins au sein des grands hôpitaux (Spécialiste)

La chef de service de neurologie à l'établissement hospitalo-universitaire (EHU) de Blida, Pr Souhila Amalou, a souligné, mardi à Alger, la nécessité d'ouvrir des unités d'hospitalisation au sein des grands établissements hospitaliers afin d'optimiser la prise en charge des personnes atteintes d'Alzheimer.

Lors d'une journée de sensibilisation à la maladie d'Alzheimer, Pr Amalou a jugé impératif d'ouvrir des unités de soins dans les grands établissements hospitaliers afin d'optimiser la prise en charge des personnes atteintes de cette maladie et atténuer, sur les plans socioéconomique et psychologique, la charge sur les familles dont les membres en souffrent.

Pour ce faire, il faudra sensibiliser davantage à la maladie d'Alzheimer, dans le but d'effectuer un diagnostic précoce avant que les cas n'évoluent vers une dépendance du patient due à des pannes amnésiques, a-t-elle



souligné. Selon les chiffres, beaucoup de patients se dirigent vers le médecin 24 mois après avoir été atteints, et quelque 50 % sont diagnostiqués précocement, tandis que d'au tres patients se perdent entre les différentes spécialités, ne sachant pas à quel saint se vouer.

Plus explicité, Pr Amalou a fait savoir que cette maladie touche 6 % des personnes âgées de 65 ans et plus, en ce sens qu'elle est liée au facteur du vieillissement, outre le facteur de diabète, l'hypertension artérielle et le cholestérol, sans exclure le facteur génétique qui représente un pourcentage très faible.

Connue sous l'appellation de "perte de mémoire", cette pathologie est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes, a-t-elle indiqué, citant, dans le détail, les signes et symptômes de la maladie d'Alzheimer, notamment les troubles cognitifs, suivis de troubles comportementaux qui constituent des signes pré-

curseurs avérés.

Pour freiner, autant que faire se peut, l'évolution de la maladie, le spécialiste a recommandé de "prendre régulièrement les médicaments prescrits et de s'occuper par des activités de jardinage, la lecture et la pratique sportive".

De son côté, la présidente de l'Association nationale Alzheimer, Parkinson et maladies assimilées (Matensanic), Mme Dalila Abdelli, a déploré le manque d'informations, mais aussi de sensibilisation et de couverture médiatique sur la maladie, ou encore le manque d'assistance aux familles dont les membres souffrent de cette maladie.

Les activités menées par l'Association sont "infimes" par rapport aux besoins exprimés, a-t-elle martelé, proposant ainsi la création de clubs pour les malades et leurs familles, l'élargissement du cercle de soins à domicile et l'offre d'équipements médicaux aux malades nécessiteux.

DERMATITE ATOPIQUE Nécessité d'introduire de nouveaux médicaments pour améliorer l'état des malades (spécialiste)

La chef de service Dermatologie à l'hôpital Mustapha-Pacha, Pr Samira Zoubiri a appelé, mercredi à Alger, à l'introduction de nouveaux médicaments sur le marché algérien pour améliorer la prise en charge des patients.

Intervenant lors d'un séminaire organisé à l'occasion de la journée mondiale de la dermatite atopique (14 septembre de chaque année), Pr Zoubiri a indiqué que cette maladie "peut atteindre les enfants et les adultes des deux sexes leur causant souvent une gêne dans leur quotidien, d'où la né-

cessité d'introduire de nouveaux médicaments à même d'améliorer leur état de santé". Evoquant les nourrissons exposés à cette maladie, la spécialiste a souligné le taux élevé chez les enfants âgés entre 3 et 6 ans.

La dermatite atopique se manifeste sous forme de taches de rougeur sur les joues et bien d'autres parties du corps causant des démangeaisons sévères et des perturbations de sommeil, a expliqué Mme Zebiri.

La spécialiste a cité, par la même, plusieurs facteurs dont certains sont d'ordre génétique, rappelant égale-

ment la déshydratation de la peau, la pollution environnementale, le consommation du tabac et le stress qui ne font que compliquer la maladie.

Elle peut causer aussi la sinusite et l'allergie.

Rappelant que les symptômes de la dermatite se manifestent chez l'adulte au niveau des mains, Mme Zoubiri a mis l'accent sur la nécessité d'une prise en charge psychologique du malade compte tenu de ses répercussions sur la santé psychologique pouvant aller jusqu'à la dépression.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Plus de la moitié de la population mondiale ne bénéficie pas d'une couverture sanitaire

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale (BM) ont révélé, lundi, dans un rapport conjoint que plus de la moitié de la population mondiale ne bénéficie pas d'une couverture sanitaire.

Le rapport mondial de suivi sur la couverture sanitaire universelle 2023 révèle un fait cruel basé sur les dernières preuves : "plus de la moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès aux services de santé de base".

En outre, 2 milliards de personnes sont confrontées à de graves difficultés financières pour acheter à leurs propres frais les services et produits dont elles ont besoin.

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré : "L'épidémie de COVID-19 nous rappelle que le fonctionnement normal de la société et de l'économie ne peut être séparé de la santé et des services".

De nombreuses personnes sont incapables de bénéficier de services de santé de base abordables et de haute qualité, ce qui non seulement affecte leur propre santé, mais cela met également en péril la stabilité des communautés, des sociétés et des économies". "Nous devons de toute



urgence renforcer la volonté politique et augmenter considérablement les investissements dans la santé, et évoluer sans relâche vers un système de santé basé sur les soins de santé primaires", a-t-il préconisé.

Le rapport note qu'au cours des deux dernières décennies, moins d'un tiers des pays ont élargi la couverture des services de santé et réduit considérablement les dépenses de santé directes.

Plaidoyer pour l'implication des patients dans l'élaboration des politiques sanitaires

La Journée mondiale de la sécurité des patients sera célébrée dimanche sous le thème "Faire des patients les acteurs de leur propre sécurité", a annoncé l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). L'OMS appelle à l'occasion tous les acteurs concernés à prendre les mesures nécessaires pour que les patients participent à l'élaboration des politiques, soient représentés dans les structures de gouvernance, prennent part à la conception conjointe de stratégies de sécurité et jouent un rôle actif dans les

soins qu'ils reçoivent. "Cela n'est possible que si l'on offre aux patients, aux familles et aux communautés, aussi divers soient-ils, la possibilité de faire entendre leur voix et d'exprimer leurs préoccupations, leurs attentes et leurs préférences pour une plus grande sécurité, pour un système plus fiable et plus centré sur le patient et pour l'équité", explique l'organisation.

Les données montrent que lorsque les patients sont associés en tant que partenaires aux soins qu'ils reçoivent,

les résultats sanitaires s'en trouvent nettement améliorés, poursuit l'OMS. La Journée mondiale de la sécurité des patients a été instaurée en 2019 par la 72ème Assemblée mondiale de la Santé.

Elle a pour objectifs de sensibiliser le public et de l'amener à collaborer, de mieux informer au niveau mondial, d'œuvrer en faveur de la solidarité mondiale et d'inciter les Etats à prendre des mesures pour promouvoir la sécurité des patients et réduire les préjugés qu'ils subissent.

VACCINS ANTI-COVID

Les Etats Unis autorisent une version mise à jour

Les autorités sanitaires américaines ont autorisé lundi une version mise à jour des vaccins anti-Covid-19 de Pfizer et Moderna, mieux adaptée aux variants actuellement en circulation.

Les deux entreprises ont déclaré que leur nouvelle version du vaccin sera disponible dans les prochains jours pour une campagne de rappel, au moment où le nombre d'hospitalisations liées au Covid-19 est en hausse aux Etats-Unis.

Cette nouvelle version a été développée à partir du variant XBB.1.5 et doit "fournir une bonne protection contre les variants du Covid-19 actuellement en circulation", a déclaré l'Agence américaine des médicaments (FDA) dans un communiqué. Les deux variants circulant le plus actuellement aux Etats-Unis sont EG.5 et



FL1.5.1. Dans un communiqué, Moderna a précisé que son nouveau vaccin, testé sur des êtres humains, avait bien déclenché une réponse immunitaire contre ces deux variants.

Si la FDA a autorisé les nouvelles versions du vaccin dès l'âge de 6 mois, une autre agence sanitaire fédérale, les

Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), doit tenir une réunion mardi afin de préciser pour quelles populations une dose de rappel est recommandée.

Les experts américains sont divisés sur la question de savoir si la population entière devrait recevoir une nouvelle dose, ou

s'il faudrait plutôt se concentrer sur les personnes fragiles comme c'est le cas en Europe.

"Nous encourageons fortement les personnes éligibles à considérer se faire vacciner", a quoi qu'il en soit déclaré lundi dans un communiqué Peter Marks, responsable au sein de la FDA.

"La vaccination reste essentielle pour la santé publique et une protection continue contre les conséquences graves du Covid-19, dont les hospitalisations et les décès." Les Etats-Unis veulent mener une campagne annuelle de vaccination contre le Covid-19, avec chaque fois un vaccin adapté, à l'image de celle contre la grippe.

Mais le succès de la nouvelle formule est incertain: la précédente dose de rappel n'avait été réalisée que par 17% de la population américaine.

ENVIRONNEMENT

L'Australie renonce à sa lutte contre Varroa, parasite dévastateur pour les abeilles

L'Australie a renoncé mercredi à éradiquer un parasite dévastateur, le Varroa, à l'origine de la disparition des abeilles à travers le planète.

Espérant empêcher la propagation de cet acarien à travers l'immense île-continent, les autorités ont détruit plus de 14.000 ruches contaminées par ce minuscule parasite originaire d'Asie.

Sa présence avait été détectée pour la première fois au nord de Sydney en juin 2022.

Le gouvernement a admis mercredi que son plan d'éradication de 64 millions

de dollars (60 millions d'euros) n'a pas permis d'empêcher la propagation de ce parasite et a appelé les apiculteurs à se préparer à vivre avec.

"Le récent pic de nouvelles contaminations montre clairement que le Varroa est présent depuis plus longtemps qu'on ne le pensait et qu'il est plus répandu", ont déclaré les autorités dans un communiqué.

Selon le gouvernement australien, cet acarien représente le "fléau" le plus important pour les abeilles à miel à travers le planète. Selon l'écologiste Saul Cun-

ningham, de l'université nationale australienne, le Varroa nuit également aux industries agricoles qui dépendent de la pollinisation.

"Cet acarien aura d'importantes conséquences économiques sur l'agriculture, et il est donc vital que nous nous concentrions sur la manière de nous adapter à Varroa", a déclaré M. Cunningham.

Les abeilles domestiques australiennes se sont révélées résistantes à Varroa mais elles jouent actuellement un rôle mineur dans la production de miel ou la pollinisation agricole.

BOTSWANA

Le pays redoute une épidémie de fièvre aphteuse

Les autorités botswanaises craignent l'apparition imminente d'un foyer de fièvre aphteuse dans la région nord-est du pays.

Cette annonce fait suite au déplacement d'un nombre substantiel de buffles du parc national de Hwange au Zimbabwe vers des villages du nord-est du Botswana à la recherche d'eau, a indiqué mardi un responsable.

Des buffles et d'autres types d'animaux de ce parc au Zimbabwe migrent par dizaines, suite à l'assèchement des points d'eau", a déclaré le secrétaire permanent du ministère botswanais de l'Environnement et du Tourisme, Thato Raphaka, dans un entretien téléphonique avec des médias.

Ces buffles ont le potentiel de propager la fièvre aphteuse à des animaux de bétail, des moutons et des chèvres du Botswana, a indiqué mardi le directeur des services vétérinaires du Botswana, Kefentse Motshegwa.

Selon M. Motshegwa, les vétérinaires sont très occupés à effectuer des dépistages sur les bovins, moutons et chèvres de la zone.

Les agriculteurs dans cette zone seront informés des résultats de ces dépistages d'ici un mois, a-t-il dit.

L'année dernière, le Botswana a procédé à la bataille de 10.000 bêtes dans la région nord-est du Botswana, limitrophe des parties occidentales du Zimbabwe, à la suite d'une épidémie de cette maladie.

ROYAUME-UNI

Les médecins hospitaliers à nouveau en grève pour les salaires

Des médecins hospitaliers d'Angleterre ont entamé mardi une nouvelle grève pour déclarer de meilleures salaires, avant le début mercredi d'une grève conjointe avec les internes qui marque une nouvelle escalade dans la crise du système de santé anglais.

"Il est essentiel que nous parvenions à un accord, pour mettre un terme au conflit actuel et empêcher de nouvelles grèves à l'approche de l'hiver, mais aussi pour garantir que le NHS (le système de santé public, ndlr) puisse recruter et retenir le personnel hautement expérimenté dont il a besoin", affirme leur syndicat.

La British Medical Association (BMA) précise dans un communiqué que les médecins "consultants" en grève mardi réclament des hausses salariales en phase avec l'inflation, qui reste la plus élevée du G7 au Royaume-Uni, malgré une baisse à 6,8% en juillet.

Cette grève démarre alors que le gouvernement a annoncé son intention d'étendre aux médecins et infirmiers hospitaliers une récente loi, très contestée par les syndicats, instaurant un service minimum en cas de grève dans certaines professions.

"Nous reconnaissions que le droit de grève est important, mais nous devons équilibrer cela avec également le droit des patients à des traitements essentiels", a fait valoir le ministre de la Santé Steve Barclay sur Sky News.

Les "junior doctors", médecins au statut proche des internes en France, et les "consultants" plus expérimentés ont déjà débrayé séparément ces derniers mois, conduisant à l'annulation de centaines de milliers de rendez-vous et opérations et allongeant les délais de prise en charge déjà considérables.

Ils vont cesser le travail ensemble sur plusieurs jours entre mercredi et le 4 octobre, du jamais vu, selon la BMA.

APS

jeudi 21 septembre 2023

CAFÉ AMI OU ENNEMI ?

Besoin d'un coup de fouet, de tonifier son corps ou son intellect... Nous sommes nombreuses à nous jeter sur "un petit café" pour nous réveiller. Stimulant, protecteur, ... Quels sont les réels effets du café sur notre santé ?

CAFÉ : C'EST QUOI LA CAFÉINE AU JUSTE?

"La caféine est une molécule de la famille des alcaloïdes, comme la cocaïne, explique Damien Galtier. C'est donc une molécule puissante qui, à petites doses, possède des effets intéressants : elle stimule, accroît la vigilance, retardé l'apparition de la fatigue, favorise l'endurance, une meilleure coordination, une meilleure digestion et réduit la diurèse (élimination des urines)... Mais, en excès, elle peut provoquer des effets désagréables comme des palpitations chez certaines personnes. La tolérance est variable d'une personne à l'autre."

CAFÉ : PRUT-ON DEVENIR "ACCRÔ" ?

"Il n'y a pas d'effet d'addiction prouvé, souligne Damien Galtier. Certains individus disent qu'ils ne peuvent pas "démarrer" leur journée sans un café, et affirment se sentir mieux dès qu'ils ont avalé une tasse. Or le café a besoin de 15 à 20 minutes pour commencer à agir et il y a sans doute un large effet physiologique." Il est aussi tout à fait possible d'arrêter sa consommation de café sans effet de manque".

CAFÉ : FAUT-IL SURVEILLER SA CONSOMMATION SI ON EST ENCEINTE ?

La caféine traversant la barrière du placenta (avec des effets sur le système nerveux du fœtus), mieux vaut se passer de café, ou n'en boire qu'une tasse par jour.

CAFÉ : QUELS EFFETS SUR LA SANTÉ ?

Le café apporte des polyphénols (200 à 500mg par tasse de 15cl de café filtré).

Certaines études montrent que ces composés antioxydants joueraient un rôle protecteur et préventif dans le diabète de type 2,



la maladie de Parkinson et un certain nombre de cancers, en particulier du système digestif.

Par ailleurs, la caféine semble montrer des effets protecteurs sur la mémoire chez les femmes de plus de 65 ans (à partir de trois tasses de café ou six de thé, comparé à des femmes qui ne boivent qu'une tasse de café ou moins).

Toutefois, il faut relativiser, insiste notre spécialiste, et ne pas exagérer sa consommation. Une ou deux tasses par jour, c'est très bien."

CAFÉ : DANGEREUX SUR LE PLAN CARDIAQUE ?

"La tension artérielle augmente légèrement après avoir bu du café, mais finalement, pas plus que lorsqu'on monte des escaliers...", explique Damien Galtier.

CAFÉ : APRÈS 27 HEURES, IL EST VRAIMENT DE DORMIR ?

La caféine atteint son pic d'activité 30 à 40 minutes après ingestion. Elle est ensuite éliminée dans quelques heures, de façon très variable selon les individus: cela peut prendre jusqu'à 15h.

CAFÉ : LEQUEL EST LE PLUS RICHE EN CAFÉINE ?

Plus on passe de l'eau sur le café, plus on extrait la caféine. Un expresso est donc moins fort en caféine qu'une tasse filtre. Pour une tasse de 15cl, on a...

Café filtre: de 50 à 175 mg de caféine
Expresso: de 40 à 110 mg
Café soluble: de 35 à 110 mg

PAS PLUS DE DEUX TASSES DE CAFÉ OU DE THÉ PAR JOUR

Les chercheurs se sont alors posé la question de se poser la question de l'effet cumulatif, d'autant que de récentes études suggèrent que l'aluminium sous certaines formes pourrait être irritant pour le tube digestif et occasionner "des troubles intestinaux" juge le Dr Laurent Chevallier, médecin nutritionniste, auteur du Livre antioxydant (éd. Payard).

TROIS TASSES PAR JOUR POUR VIVRE PLUS LONGTEMPS

Cette consommation de café quotidiennement garantirait une espérance de vie plus longue, selon des chercheurs américains. Les accros au petit noir ont de quoi se réjouir : boire trois tasses de café par jour diminuerait le risque de décéder de maladies mortelles. L'institut national américain du cancer s'en fait l'écho dans une étude publiée dans la revue New England Journal of Medicine. Le café rallonge

l'espérance de vie, qu'il soit décaféiné ou pas d'ailleurs. 40 000 consommateurs de café âgés de 50 à 71 ans ont été suivis pendant treize années pour aboutir à ce résultat.

Les chercheurs sont parvenus à la conclusion que consumer 3 tasses de café par jour faisait diminuer le risque de décès de 10 % chez les buveurs de café par rapport aux personnes qui n'en boivent pas. Mieux, chez les femmes, le risque se réduit encore plus réduit, puisqu'il baisserait de 15 %.

Le café aurait un effet protecteur contre les risques d'accidents cardio-vasculaires (AVC), d'attaques cérébrales, de diabète et de maladies respiratoires. Le café, une boisson aux milliers vertus Boire du café permet-il vraiment de vivre plus vieux? Difficile d'en avoir le cœur net en l'absence de matin !



ATTENTION AUX EFFETS NÉFASTES DU CAFÉ

Ces résultats sont cependant à nuancer en prenant en compte d'autres études sur les effets néfastes d'une importante consommation de café. Ainsi, par exemple, une étude réalisée dans l'Inde sur la consommation de café et le cancer du poumon, a déclaré que le café et la caféine peuvent être considérés comme des agents anti-obésité et déclaré le docteur Elvira Gonzalez de Meja, l'une des auteures de l'étude, comme le rapporte le Dailymail.

En août, une autre étude concluait que boire plus de trois tasses de café par jour pouvait contribuer à développer les maux de tête.

OBÉSITÉ : LE CAFÉ ET LE MATÉ LIMITERAIENT LA PRISE DE POIDS

Des chercheurs de l'université de l'Illinois, aux Etats-Unis, ont démontré que le café et le maté auraient des vertus contre la prise de poids. Le café et le maté (l'infusion d'une plante sud-américaine (même nom) permettraient de lutter contre l'obésité d'après une étude publiée dans la revue scientifique The Journal of Function Foods.

QUATRE TASSES DE CAFÉ PAR JOUR POUR 6% DE POIDS EN MOINS

Des chercheurs ont observé deux groupes de rats ayant un régime alimentaire

riche en graisses et sucre durant quatre semaines en faisant absorber l'équivalent de quatre tasses de thé et du maté à l'un des deux groupes. Au terme de cette période, les animaux ayant consommé de la caféine avaient pris 6% de poids en moins (et 2% de graisse) que ceux qui l'avaient évitée.

Selon les scientifiques, ce résultat réduirait l'action d'un gène contribuant la prise de poids. Au vu de ces découvertes, le maté et la caféine peuvent être considérés comme des agents anti-obésité a déclaré le docteur Elvira Gonzalez de Meja, l'une des auteures de l'étude, comme le rapporte le Dailymail.

CONSOMMER TROP DE CAFÉ AUGMENTERAIT LE RISQUE DE CANCER DU POUMON

Une récente étude révèle un lien entre consommation de café et de thé, et cancer du poumon. Comme de tasses de café, ou de thé, buvez-vous par jour ? Une équipe de chercheurs internationaux vient de publier une étude sur la consommation de café et de thé, relayée par le site Live Science. Au-delà d'une certaine dose, ces deux boissons pourraient augmenter les risques de développer un cancer du poumon. Leurs recherches ont été dévoilées fin mars au rendez-vous annuel American Association for Cancer Research.

La consommation de café et de thé sont souvent plus importantes chez les fumeurs, il était donc difficile avec cette étude de distinguer l'éventuel rôle de ces boissons dans le fait de développer un cancer du poumon. Mais cette fois-ci, les chercheurs ont remarqué que même des non-fumeurs, grands consommateurs de café et de thé, développaient des cancers du poumon.

La recherche a regroupé les données de 17 études menées auparavant sur un total de 1,2 millions de personnes aux Etats-Unis et en Asie. Parmi eux, près de la moitié étaient non-fumeurs. Ils ont été suivis pendant plus de 8 ans et 20 500 ont développé un cancer du poumon.

La recherche a regroupé les données de 17 études menées auparavant sur un total de 1,2 millions de personnes aux Etats-Unis et en Asie. Parmi eux, près de la moitié étaient non-fumeurs. Ils ont été suivis pendant plus de 8 ans et 20 500 ont développé un cancer du poumon.

Plus on passe de l'eau sur le café, plus on extrait la caféine. Un expresso est donc moins fort en caféine qu'une tasse filtre. Pour une tasse de 15cl, on a...

Café filtre: de 50 à 175 mg de caféine

Expresso: de 40 à 110 mg

Café soluble: de 35 à 110 mg

PAS PLUS DE DEUX TASSES DE CAFÉ OU DE THÉ PAR JOUR

Les chercheurs se sont alors posé la question de se poser la question de l'effet cumulatif, d'autant que de récentes études suggèrent que l'aluminium sous certaines formes pourrait être irritant pour le tube digestif et occasionner "des troubles intestinaux" juge le Dr Laurent Chevallier, médecin nutritionniste, auteur du Livre antioxydant (éd. Payard).

FAUT-IL SE MÉFIER DES CAPSULES DE CAFÉ ?

Les machines à expresso se sont démocratisées et sont présentes dans un foyer sur deux en France. Sur ce marché florissant, les modèles à capsules séduisent particulièrement. Mais leur breuvage est-il sans danger pour la santé ? On fait le point.



Des capsules en aluminium hermétiques qui préserve la saveur du café, c'est ce qui fait le succès de la machine à expresso, mais cela pose également des questions. N'y a-t-il pas risque de contamination du café par contact avec leur contenu ?

Alertée sur le sujet en 2013, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses) a passé au crible le breuvage de dix marques de capsules afin de déterminer leur teneur en différents contaminants chimiques : aluminium, cobalt, chrome, stéarate d'aluminium et acrylamide. Vendredi : les cafés issus de capsules présentent des teneurs en moyenne légèrement plus élevées (sauf pour l'aluminium), mais d'un même ordre de grandeur que celles du café filtre. Des variations qui, selon l'Anses, "ne sont pas de nature à modifier significativement la contribution du café à l'exposition des consommateurs et donc au risque lié à ces composés chimiques".

Pour l'aluminium par exemple, la consommation de 4 expressos par jour exposera à 0,3 % de la dose hebdomadaire tolérable. A priori rien d'inquiétant donc.

La capsule empêche ce composé d'atteindre l'intestin, mais il peut néanmoins s'accumuler dans le système digestif. Si vous buvez 4 expressos par jour, l'aluminium sera absorbé par l'intestin et déposé dans le foie (CIRCO).

Cette substance se retrouve dans certains aliments, comme le café, deuxième source d'exposition chez l'adulte (derrière les pommes de terre cuites, le pain, le可以从 60% à 80% de la consommation quotidienne).

On trouve aussi dans le papier aluminium bien sûr, mais également dans un certain nombre d'additifs alimentaires, dans certains médicaments ou dans certains traitements de l'ostéoporose. Dans ce contexte, il est légitime de se poser la question de l'effet cumulatif, d'autant que de récentes études suggèrent que l'aluminium sous certaines formes pourrait être irritant pour le tube digestif et occasionner "des troubles intestinaux" juge le Dr Laurent Chevallier, médecin nutritionniste, auteur du Livre antioxydant (éd. Payard).

Si la teneur en acrylamide de l'expresso en capsule n'est pas inquiétante, qu'en est-il des autres sources : frites, biscuits et gâteaux industriels ou maison, pain grillé, etc. ?

DES CAPSÉS PLUS FORTS EN CAFÉINE

Dernier point soulevé par l'Anses : la teneur en caféine des capsules de café filtre et des expressos en dosette souple. Consommé dans les mêmes quantités que le café traditionnel, l'expresso en capsule pourrait donc exposer à des fortes doses en caféine, avec les risques que l'on connaît - augmentation de la tension artérielle, troubles du sommeil, etc.

Si l'on tient à sa machine à capsule, deux pistes pour limiter son impact environnemental, alléger son budget et minimiser l'exposition aux contaminants : des capsules 100 % biodégradables et compostables à remplir soi-même (sur cafés-babal.fr) ou une capsule réutilisable en Inox, un matériau totalement inert (sur reuseit.fr).

BOIRE TROP DE CAFÉ PROVOQUERAIT DES MIGRAINES

Atteints de trois tasses de café par jour, vous augmentez de 50% vos chances de développer une migraine. Le café est-il bon ou mauvais pour la santé ? Bon ou mauvais contre les migraines ? Si, jusqu'ici, on pensait que boire du café aidait à faire passer une migraine, une récente étude souligne qu'en boire trop peut entraîner au contraire. C'est du moins ce que soutiennent les chercheurs de l'American Journal of Medicine.

Les scientifiques se sont intéressés à un échantillon de 98 personnes atteintes de migraine. L'âge moyen est de 31 ans. Leur point commun ? La migraine. En étudiant leur style de vie et leur consommation de boissons caféinées pendant six semaines, les chercheurs ont pu établir une connexion avec la récurvation de leurs migraines.

TROP D'EXCITANT D'UN COUP

La migraine, la咖啡ine sont donc liées, du moins à partir d'un certain moment.



"Trois tasses ou plus pourraient être associées à une tendance plus importante à développer des maux de tête" souligne l'étude.

Une fois les trois doses quotidiennes ingérées (cannettes ou tasses de café), le risque de développer une migraine dans les jours à venir augmente.

D'un point de vue physiologique, les chercheurs expliquent que lorsque nous buvons de grandes doses de caféine, le corps absorbe trop d'exciatifs, facteur entrainant un risque de migraine.

MALI**Cinq soldats tués, 20 blessés et 11 disparus dans une attaque (armée)**

Cinq soldats ont été tués, 20 blessés et 11 autres sont portés disparus après l'attaque terroriste menée dimanche contre deux camps militaires dans le nord du Mali, ont rapporté des médias locaux citant un communiqué de l'état-major général des Armées, publié dans la nuit de lundi à mardi.

"L'état-major des Armées informe que dans l'après-midi du 17 septembre 2023 à 15h30, les Forces armées maliennes (FAMA) de la localité de Léré (région de Tombouctou), ont réagi à une attaque complexe de terroristes à bord de véhicules et sur motos contre le camp du regroupement de la Garde nationale et celui de l'Armée de terre, respectivement au centre et à la périphérie de ladite localité", précise le communiqué. "Les FAMA, conformément à leur mission régionale, ont, dans leur riposte, priorisé la sécurité et la protection de la population civile, prise en état pendant les intenses combats de rues.

Les renforts aéroterrestres ont été déployés en appui, y compris des frappes aériennes de précision", ajoute la même source.

"Le bilan provisoire fait état de cinq soldats tués et 20 blessés, 11 portés disparus et des dégâts matériels en cours d'évaluation y com-



pris un avion d'appui-feu ayant fait un atterrissage forcé dont l'équi-

page est recherché", selon le communiqué.

COMBATS AU SOUDAN**Davantage de civils tués à Khartoum et de déplacés dans le Darfour Sud (ONU)**

Les affrontements qui ont eu lieu dans la capitale soudanaise, Khartoum, samedi et dimanche derniers, ont fait encore plus de victimes civiles, tandis que de nouveaux combats dans l'Etat du Darfour Sud ont entraîné le déplacement d'un grand nombre de personnes de la ville de Nyala, selon le porte-parole des Nations unies.

Lors de sa conférence de presse quotidienne, Stéphane Dujarric a indiqué, lundi, que "plus de 5,1 millions de personnes ont fui leurs foyers au Soudan depuis le début des affrontements à la mi-avril, dont 4,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus d'un

million de personnes réfugiées hors du Soudan".

Des familles nouvellement déplacées arrivent dans des zones qui étaient déjà confrontées à des difficultés en raison des crises existantes, tandis que les services de base sont mis à rude épreuve", a alerté Dujarric.

"Selon nos partenaires, depuis le début du conflit actuel, au moins 435 enfants ont été tués et 500 autres sont morts de faim, mais le nombre réel est probablement beaucoup plus élevé", a ajouté le responsable onusien.

Pour sa part, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a

mis en garde contre les répercussions des fortes pluies et inondations persistantes à travers le pays, avec plus de 80.000 personnes touchées et environ 12.000 maisons endommagées depuis juillet. OCHA a noté que les partenaires humanitaires intensifient leurs efforts et continuent d'aider ceux dans le besoin malgré le manque de financement, avec au moins 3,5 millions de personnes ayant reçu une assistance depuis avril.

Selon Stéphane Dujarric, le plan de réponse humanitaire du Soudan de 2,6 milliards de dollars, qui vise à aider 18 millions de personnes, a été fi-

nancé à un peu plus de 25%. Il est à noter qu'un événement devrait être organisé mercredi en marge du débat général de l'Assemblée générale de l'ONU dans le but de mobiliser des ressources et de soutenir le peuple soudanais.

La guerre entre l'armée et les Forces de soutien rapide (FSR), éclatée à la mi-avril, a provoqué des affrontements généralisés, des pillages et des pénuries de nourriture et de médicaments à Khartoum et dans d'autres villes, chassant plus de 5,1 millions de personnes de leurs foyers. Les combats ont fait aussi des milliers de morts et de blessés.

1.200 enfants morts dans des camps de réfugiés entre mai et septembre (ONU)

Plus de 1.200 enfants de moins de 5 ans sont morts de rougeole et de malnutrition dans neuf camps de réfugiés au Soudan depuis le mois de mai et des dizaines de milliers d'autres pourraient mourir d'ici la fin de l'année, a alerté l'ONU mardi.

"En raison des attaques incessantes contre les services de santé et de nutrition" au Soudan, le Fonds de l'ONU pour l'enfance (Unicef) craint notamment "que plusieurs milliers de nouveau-nés ne meurent d'ici à la fin de l'année", a-t-elle souligné lors d'un point de presse à Genève.

Selon l'agence onusienne, les services de nutrition sont "dévastés" dans le pays, où un conflit meurtrier entre l'armée et les Forces de soutien rapide (FSR) a éclaté en avril. "Chaque mois, 55.000 enfants doivent être traités pour la forme la plus mortelle de malnutrition. Pourtant, à Khartoum, moins d'un

centre de nutrition sur 50 fonctionne, et au Darfour-Ouest, c'est un sur 10", a déclaré un porte-parole de l'Unicef, James Elder, aux journalistes.

Selon les équipes de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR), plus de 1.200 enfants de moins de 5 ans sont morts de rougeole et de malnutrition dans neuf camps de réfugiés situés dans l'Etat du Nil Blanc entre le 15 mai et le 14 septembre. Ces enfants sont des réfugiés venus d'Ethiopie et de Soudan du Sud, a précisé lors du point de presse le Dr.

Allen Maina, responsable de la Santé publique pour le HCR.

Selon le HCR, plus de 3.100 cas suspects de rougeole ont également été signalés au cours de la même période et plus de 500 cas suspects de choléra dans d'autres parties du pays, ainsi que des épidémies de dengue et de paludisme ont été enregistrés. "Le monde dispose des

moyens et de l'argent nécessaires pour empêcher chacun de ces décès liés à la rougeole ou à la malnutrition", a souligné le Haut Commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Filippo Grandi, dans un communiqué. "Et pourtant, des dizaines d'enfants meurent chaque jour des conséquences de ce conflit dévastateur et d'un manque d'attention de la part de la communauté internationale. Nous pouvons éviter d'autres décès, mais nous avons besoin d'argent (...), d'accès à ceux qui en ont besoin et, surtout, de la fin des combats", a-t-il demandé. L'Unicef manque également de fonds.

L'organisation a reçu moins d'un quart des 838 millions de dollars qu'elle avait demandés pour venir en aide à près de 10 millions d'enfants au Soudan, a indiqué son porte-parole à Genève. "Un tel manque de fonds va se traduire par des vies perdues", a-t-il prévenu.

NIGERIA**Huit morts dans un affrontement dans le sud-ouest du pays (police)**

Un affrontement violent au sujet d'un conflit foncier dans l'Etat nigérian d'Ogun (sud-ouest) a fait au moins huit morts, a annoncé lundi la police locale. Au moins neuf suspects ont été arrêtés au cours du week-end à la suite d'une altercation à Sagamu, a indiqué Abiodun Alamutu, chef de la police de l'Etat d'Ogun.

Une transaction foncière entre deux groupes est à l'origine de l'affrontement, selon M. Alamutu, qui a noté que la situation dans la ville s'était détériorée entre mercredi et dimanche. Les neuf suspects ont déjà avoué leur implication dans les échauffourées, a ajouté le chef de la police de l'Etat. En outre, au moins deux armes à feu et plusieurs cartouches ont été récupérées sur les individus arrêtés.

RWANDA**Le président Kagame annonce qu'il sera candidat pour un quatrième mandat**

Le président du Rwanda Paul Kagame a annoncé pour la première fois qu'il prévoyait d'être candidat pour un quatrième mandat à l'occasion des élections prévues l'an prochain.

"Je suis heureux de la confiance que les Rwandais me témoignent. Je les servirai toujours, tant quand je le pourrai. Oui, je suis bel et bien candidat", a déclaré M. Kagame, 65 ans. Le gouvernement rwandais a décidé en mars de synchroniser les dates de ses élections législatives et présidentielles, qui doivent avoir lieu en août de l'année prochaine. Kagame n'avait jusque-là pas ouvertement exprimé ses intentions, mais il a procédé à des amendements constitutionnels controversés qui lui ont permis de remplir un troisième mandat et pourraient lui permettre de gouverner jusqu'en 2034.

CENTRAFRIQUE
Suspension de la délivrance de permis d'exploitation artisanale et semi-mécanisée aux sociétés minières dans le pays

Le ministère centrafricain des Mines et de la Géologie a annoncé mardi la "suspension" de la délivrance de permis d'exploitation artisanale et semi-mécanisée aux sociétés minières sur toute l'étendue du territoire national.

Selon un arrêté ministériel signé par le ministre des Mines et de la Géologie, Rufin Benam Belounougou, la délivrance des permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée aux sociétés minières est suspendue sur toute l'étendue du territoire national jusqu'à nouvel ordre.

Les raisons pour lesquelles le ministère a pris cette décision comprennent "la destruction de l'environnement, l'utilisation des produits chimiques toxiques et prohibés, le non-respect de cahier de charge et le non-respect des directives administratives", a indiqué M.

Belounougou.

Cependant, en vertu de l'article 2 de cet arrêté, l'inspecteur général des mines et de la géologie, le directeur général des mines, le directeur général de la gendarmerie nationale, le directeur général de la police nationale et le directeur de l'unité spéciale anti-fraude m initière (USAF) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la stricte application des dispositions du présent arrêté.

Il y a quatre ans, la conclusion d'une enquête parlementaire révèle une forte dégradation de l'environnement et une opacité dans le processus d'attribution de permis d'exploitation semi-artisanal en République centrafricaine (RCA).

APS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le président sud-africain dénonce l'argent dépensé pour la guerre

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a dénoncé mardi à la tribune de l'ONU les sommes dépensées pour la guerre plutôt qu'au financement du développement des plus vulnérables.

"C'est un acte d'accusation contre la communauté internationale que nous puissions dépenser tellement pour la guerre mais que nous ne puissions pas soutenir l'action nécessaire pour répondre aux besoins de base de milliards de personnes", a-t-il lancé lors de l'Assemblée générale annuelle des Nations unies.

Mais alors que nous nous réunissons ici, l'humanité fait face à la guerre et aux conflits, au manque et à la faim, aux maladies et aux catast-

trophes environnementales", a déploré le président sud-africain.

"L'inégalité, la pauvreté et le chômage s'aggravent". Alors il a appelé à une augmentation "massive" de financements meilleur marché et à long terme pour les pays en développement dont beaucoup sont paralysés par le poids de leur dette.

Lundi, les Etats membres de l'ONU s'étaient engagés à agir "sans attendre" pour espérer atteindre les 17 Objectifs de développement durable

(ODD) adoptés en 2015, qui visent à assurer un avenir meilleur pour l'humanité toute entière d'ici 2030, sans continuer à détruire la planète. M. Ramaphosa a enfin appelé depuis New York à soutenir la "prévention et le maintien de la paix", notamment en Afrique. "En tant que communauté internationale, nous devrions être inquiets des récents changements inconstitutionnels de gouvernements dans certaines parties de l'Afrique", a-t-il lancé.

SYRIE

Le chef de l'ONU salue la reprise de l'acheminement de l'aide en Syrie par un poste frontière clé

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué mardi la reprise des livraisons d'aide humanitaire depuis la Turquie vers le nord-ouest de la Syrie par le point de passage de "Bab al-Hawa", a déclaré un porte-parole de l'ONU.

"Bien que nos opérations humanitaires aient continué à cibler des millions de personnes dans le besoin dans le nord-ouest de la Syrie, le point de passage de Bab al-Hawa est depuis longtemps au cœur des efforts de l'ONU pour acheminer l'aide dans le nord-ouest", a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole en chef de M. Guterres. Avec plus de personnes que jamais ayant besoin d'aide humanitaire en Syrie, le secrétaire général souligne "la nécessité de déployer d'avantage d'efforts pour s'assurer que nous atteignons tous ceux qui en ont besoin", a-t-il ajouté.

Un convoi de 17 camions transportant 50 tonnes d'aide du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation internationale pour les migrations, de l'Organisation mondiale de la santé et du Programme alimentaire mondial a été le premier à traverser le point de passage de Bab Al-Ha wa depuis sa fermeture au début du mois de juillet, a indiqué M. Dujarric. Il a pré-

cisé que la cargaison arrivée à Idlib mardi comprenait des kits d'hygiène et des articles éducatifs pour 46.000 personnes, un soutien nutritionnel pour 10.000 bébés, des tentes et des articles non alimentaires pour 5.000 personnes et des fournitures suffisantes pour 260.000 procédures médicales.

Le porte-parole a signalé que le personnel de l'ONU avait effectué lundi trois missions transfrontalières préliminaires dans le nord-ouest de la Syrie, dont deux à Idlib via Bab al-Hawa, mais sans matériel de secours.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU a déclaré avoir effectué une visite de contrôle de routine dans les hôpitaux soutenus par le Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie.

"D'autres mouvements de camions et missions du personnel de l'ONU sont prévus dans les prochains jours, alors que nous travaillons avec nos partenaires pour fournir une assistance vitale en accord avec les principes humanitaires fondamentaux", a affirmé M. Dujarric. "Chaque mois, les Nations Unies et leurs partenaires assistent en moyenne 2,6 millions de personnes, leur faisant bénéficier de services de protection", a précisé M. Dujarric.

LIBAN

Le président de la Chambre des députés annonce un dialogue pour l'élection du président

Le président de la Chambre des députés au Liban, Nabih Berri, a exprimé sa volonté de réunir autour d'une même table les responsables de toutes les factions parlementaires avant l'élection du président de la République, dont le poste est vacant depuis le 31 octobre 2022. "Ce dialogue commencera dans les premiers jours d'octobre et durera une

semaine, puis nous organiserons un vote au palais parlementaire", a-t-il indiqué dans un communiqué publié sur le réseau social X (ex-Twitter). M. Berri a déclaré qu'il présiderait les réunions avec Elias Bou Saab, le vice-président de la Chambre des représentants. "Nous avons encore le temps de régler soigneusement tous les détails afin que

les prochaines réunions soient productives et contribuent à surmonter le vide politique", a-t-il souligné, regrettant la réaction hâtive des factions de l'opposition qui ont rejeté son initiative. Le 1er septembre, le président de la Chambre des députés a appelé les élus à trouver un accord sur le candidat à nommer au poste de président.

COLOMBIE

Trêve et début des négociations le 8 octobre entre gouvernement et Farc

Le gouvernement colombien et la principale faction de la dissidence des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) entameront des pourparlers de paix et un cessez-le-feu le 8 octobre, ont annoncé mardi les deux parties.

"Il a été convenu de mettre en place la table de dialogue de paix le 8 octobre à Tibú" (nord-est), près de la frontière avec le Venezuela, indique une déclaration conjointe entre les émissaires du président Gustavo Petro et de "Ivan Mordisco", chef de l'état-major central des FARC (EMC).

L'EMC est composé de rebelles ayant refusé de signer l'accord de

paix historique de 2016 entre le gouvernement et la guérilla marxiste.

Cette date marquera également "la mise en œuvre d'un cessez-le-feu bilatéral temporaire à caractère national" impliquant "la cessation des opérations offensives", ajoute le texte, qui ne précise cependant pas la durée.

Les médias locaux affirment que cette trêve doit durer 10 mois.

L'objectif de ce processus de construction de la paix est de rendre digne le mode de vie des Colombiens qui sont les victimes directes de l'inégalité sociale et de la confrontation armée", ajoute le communiqué.

Tous les participants étaient en civils et vêtus de blanc, dont le princi-

pal négociateur de l'EMC, connu sous le nom de commandant Andrey Avendaño, et le Haut Commissaire pour la Paix du gouvernement, Danilo Rueda.

Les dissidents, estimés à près de 3.500 hommes qui se considèrent comme les vrais héritiers des FARC, ont fédéré ces derniers mois plusieurs autres "Fronts" opérant dans diverses régions de la Colombie, principalement en Amazonie, sur la côte Pacifique et à la frontière vénézuélienne.

Leur conférence de presse commune s'est déroulée au milieu de plantations de feuilles de coca, dans l'une des régions du pays, le Caucá, les plus perturbées par la violence.

Tous les participants étaient en civils et vêtus de blanc, dont le princi-

pal négociateur de l'EMC, connu sous le nom de commandant Andrey Avendaño, et le Haut Commissaire pour la Paix du gouvernement, Danilo Rueda.

Les dissidents, estimés à près de 3.500 hommes qui se considèrent comme les vrais héritiers des FARC, ont fédéré ces derniers mois plusieurs autres "Fronts" opérant dans diverses régions de la Colombie, principalement en Amazonie, sur la côte Pacifique et à la frontière vénézuélienne.

Ils tirent largement profit du trafic de drogue et d'autres activités illégales comme l'exploitation minière clandestine.

ROYAUME UNI

Le gouvernement britannique envisage de faire marche arrière sur ses Objectifs en matière de climat

Le Royaume-Uni s'apprête à revoir son objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, a suggéré mardi le Premier ministre conservateur Rishi Sunak, un revirement susceptible de créer des divisions au sein de son parti.

M. Sunak, qui doit prononcer un discours important sur le sujet vendredi, a indiqué mardi que son gouvernement s'était engagé à atteindre cet objectif climatique, mais qu'il essaierait désormais de le faire "d'une manière meilleure, et plus proportionnée", dans un communiqué.

Ces déclarations font suite à des informations parues dans la presse britannique selon lesquelles M. Sunak veut notamment retarder l'interdiction de la vente de nouvelles voitures à essence et diesel prévue pour 2030 et modifier le projet d'émission progressive des chaudières à gaz à partir de 2035.

Pour M. Sunak, les hommes politiques de "tous bords n'ont pas été honnêtes au sujet des coûts et des compromis" de cette politique. Il a ajouté qu'il "ferait passer les intérêts à long terme de notre pays avant les besoins politiques à court terme du moment".

Ce revirement, s'il se confirme, est susceptible de créer des divisions au sein du Parti conservateur, certains parlementaires préparant des lettres de défiance, selon les médias. L'ancien président de la COP26 et conservateur Alok Sharma a lui estimé "que renoncer à ce programme n'aidera ni sur le plan économique ni électoral".

De son côté, le député du parti d'opposition travailliste en charge des questions d'Energie, Ed Miliband, a moqué une "farce de la part d'un gouvernement conservateur qui ne sait littéralement pas ce qu'il fait au jour le jour".

SUÈDE

La Suède a manqué d'anticipation dans la politique énergétique (Cour des comptes)

La Suède a manqué d'anticipation dans sa politique énergétique depuis 22 ans avec une fiscalité inadaptée, ce qui fragilise la sécurité de son approvisionnement, estime la Cour des comptes suédoise dans un rapport publié mardi.

Ce rapport intervient au moment où les pays de l'Union européenne se préparent à un nouvel hiver.

Dans ce contexte, plusieurs pays veulent relancer leur production d'électricité nucléaire, à l'image de la Suède ou de la France tandis que l'Allemagne en est sortie.

Dans son rapport sur la politique énergétique menée par les gouvernements depuis 22 ans, la Cour des comptes suédoise estime que "la majorité des décisions ont été prises sans analyses d'impact suffisantes, notamment en ce qui concerne l'impact sur la sécurité de l'approvisionnement" énergétique.

Riksrevisionen cite l'exemple d'une taxe nucléaire dont le niveau a été augmenté par trois gouvernements successifs depuis son instauration en 2000 après l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie.

Au lieu de taxer l'électricité produite comme ce qui se faisait auparavant, les compagnies nucléaires ont été taxées sur l'électricité qui leur était théoriquement possible de produire.

L'augmentation de cette taxe en 2015 par le gouvernement social-démocrate, "couplée à l'imposition existante et aux faibles prix de l'électricité a contribué à la fermeture de quatre réacteurs nucléaires, affaiblissant ainsi le réseau de transmission", affirme Riksrevisionen.

Pour elle, cette décision a été prise sans fondement scientifique nécessaire. "D'ici quelques décennies, de larges pans de la société vont s'électrifier" et augmenter par conséquent la consommation d'électricité, selon la même instance.

La Cour appelle gouvernement et administration de prendre des mesures pour répondre à cette demande croissante. La Suède exploite six réacteurs dans trois centrales différentes, mis en service au cours de la décennie 1975-1985.

Plusieurs autres réacteurs ont été arrêtés depuis 1999 à la suite d'un référendum non contraignant en 1980, se prononçant en faveur d'un abandon progressif de l'énergie nucléaire.

Le pays a du mal à trouver des sources d'énergie alternatives viables pour remplacer l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables n'étant pas encore en mesure de répondre entièrement à ses besoins. Début août, le gouvernement suédois de droite a annoncé lever les obstacles à la construction de nouveau réacteurs nucléaires.

Concrètement, la Suède aura besoin de l'équivalent de dix nouveaux réacteurs nucléaires conventionnels d'ici 2045, selon les estimations du gouvernement de droite.

APS

ORAN

Pris d'un malaise, le comédien Hamza Feghouli pris en charge à l'hôpital

Le célèbre comédien Hamza Feghouli, connu sous le sobriquet de Mama Messaouda, est pris en charge depuis lundi au niveau de l'Etablissement hospitalo-universitaire "1er novembre 1954" d'Oran, après avoir été pris d'un malaise, a-t-on appris du même établissement de santé.

Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, s'est rendu au chevet du comédien Hamza Feghouli pour s'enquérir de son état de santé et de sa prise en charge au service de neurochirurgie de cet établissement hospitalier. Il est de notre devoir de s'enquérir de l'état de santé du comédien Feghouli, qui a apporté la joie et le sourire aux enfants et au peuple algérien, des années durant", a-t-il déclaré à la presse, en marge de cette visite de courtoisie. Selon le même responsable, Hamza Feghouli "s'est rétabli et se trouve en bonne santé".

"Il restera sous surveillance médicale, pendant un jour ou deux avant de quitter l'hôpital", a-t-il rassuré. Pour sa part, Hamza Feghouli a remercié le wali d'Oran pour ce geste, ainsi que tous ses fans qui se sont inquiétés sur son état de santé, déclarant, sourire aux lèvres, "Je vais bien. Je retournerai bien tôt sur scène".



PROMOTION DE TAMAZIGHT

Des journées de formation en culture et langue amazighes prochainement à Adrar (HCA)

Des journées de formation scientifique dédiées à la culture et à la langue amazighes seront organisées du 24 au 28 novembre prochain dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris dimanche auprès du secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA).

Placée sous le signe "Adrar, source de dialogues", cette manifestation tend à mettre en exergue les rôles de la créativité et de la recherche scientifique en culture et la langue amazighes dans la consolidation de la cohésion sociale par la mobilisation et l'implication des élites, compétences scientifiques et acteurs associatifs dans le domaine, a déclaré à l'APS, Si El-Hachemi Assad.

Cet événement verra la participation de la société algérienne savante d'onomastique (SASO), du réseau culturel "Compétence", en plus des membres des départements d'interprétariat et de traduction en langue amazighe des universités de Tizi-Ouzou et Bejaïa, du laboratoire des études amazighes, pour contribuer à l'enrichissement des activités de cette manifestation, a-t-il ajouté.

"Cette rencontre scientifique figure au programme annuel du Haut commissariat à l'amazighité ciblant certaines wilayas du pays, à l'instar d'Adrar, devenue une halte scientifique et culturelle de premier plan, dans le programme du HCA", a indiqué M. Assad, avant d'ajouter que cette visite dans le Touat tend à mettre au point, en coordination avec les autorités locales et partenaires d'Adrar, les préparatifs logistiques pour le succès de ces journées de formation.

Deux axes inhérents à la traduction de et vers la langue amazighe et un atelier sur la méthode d'établissement de la toponymie officielle figurent au programme de ces

journées, initiées en coordination avec la wilaya et l'université Ahmed Draïda d'Adrar.

Ceci, en plus de l'organisation de conférences sur la traduction (amazighe et arabe), de tables rondes à animer par des invités d'honneur, des hommes de lettres algériens ayant contribué à des traductions novatrices, en sus de l'exposition de publications du HCA et la projection de productions cinématographiques inspirées d'œuvres en tamazight.

Le même programme est riche en activités, dont l'animation d'un débat sur les techniques de doublage, un des procédés de l'interprétation, d'un atelier d'actualisation de la convention signée entre le HCA et l'université d'Adrar portant sur le développement des activités scientifiques et recherche en études culturelles et linguistiques amazighes. Par ailleurs, d'intenses efforts sont consentis par le HCA, après la célébration, l'année dernière, du nouvel An amazigh à Ghardaïa, en vue d'assurer la réussite de la prochaine édition de ces festivités prévue à Alger, a indiqué M. Assad.

Cette nouvelle version sera sanctionnée par la cérémonie de la 4ème édition du prix du Président de la République de la littérature et de la langue amazighes, pour laquelle a été installée, en août dernier, une commission nationale multisectorielle chargée de la supervision de cet important événement culturel national.

"Cette halte tend à rendre un grand hommage aux efforts des hautes instances du pays allant dans le sens de la promotion de la culture et de la langue amazighes en Algérie, et vise à faire le point sur les activités tenues à ce titre", a souligné le secrétaire général du HCA.

INONDATIONS EN LIBYE

Le site Unesco de Cyrène risque des effondrements

Le site antique grec de Cyrène (Shahat) en Libye, classé depuis 2016 par l'Unesco comme patrimoine mondial en péril, court des risques d'effondrement après les inondations dévastatrices qui ont frappé l'est du pays, selon des témoignages et un archéologue.

Il s'agit d'un "site gigantesque et de la plus grande colonie grecque, une cité bâtie entre la fin du 7e et le début du 6e siècle avant notre ère", explique Vincent Michel, chef de la mission archéologique en Libye. Ses premiers habitants venaient de Thera, l'actuelle île de Santorin, et s'y étaient implantés pour ses terres fertiles et de l'eau en abondance.

Selon Claudia Gazzini, spécialiste de la Libye pour l'International Crisis

Group, qui a visité Cyrène ces derniers jours, le site est encore largement inondé et a subi plusieurs écroulements.

"On a une route en descente, Shara el Wadi, longée de murs antiques, qui connectait la partie haute du site à la partie basse et par laquelle circulaient les eaux de pluie mais des blocs de pierre sont tombés, bloquant l'écoulement de l'eau", explique Mme Gazzini depuis Benghazi.

"Dans la partie basse du site, on a aussi de l'eau sale qui sort de terre au milieu des ruines par gros bouillons et en continu", ajoute-t-elle, soulignant que les villageois et un responsable du département local des antiquités présents sur le site à ses côtés ignorent la provenance. Pire

encore, la Fontaine d'Apollon, ce bassin naturel creusé dans une grotte qui recueillait une eau de source limpide, "s'est transformée en une grande baignoire où on aurait versé du bain moussant", déplore Mme Gazzini qui a fait des photos et vidéos des lieux. Tout cela à cause de "cinq heures de pluies torrentielles qui se sont déversées sur le site et le village voisin de Shahat", dans la nuit du 10 au 11 septembre, souligne-t-elle, exprimant aussi de l'inquiétude pour le théâtre grec où de gros blocs se sont effondrés au milieu des gradins. Cyrène "qui faisait plus de 10 kilomètres de circonférence, représente l'un des rares sites où la ville des morts était aussi grande que celle des vivants", note M. Michel.

TURQUIE

La cité antique de Gordion inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

Le ministre turc de la Culture et du Tourisme, Mehmet Nuri Ersoy, a annoncé que la cité antique de Gordion, l'un des sites archéologiques turcs les plus importants de l'antiquité, a été déclarée "site du patrimoine mondial" par l'UNESCO.

Dans un message publié lundi sur les réseaux sociaux, Ersoy a déclaré : "Nous avons de bonnes nouvelles ! Nous avons inscrit notre 20e bien sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO : la cité antique de Gordion, l'un des biens culturels uniques de notre ville d'Ankara, a été déclarée patrimoine mondial". "Mais ce n'est pas encore fini ! Nous attendons une autre bonne nouvelle de l'UNESCO. Avec les bonnes nouvelles que nous attendons concernant des mosquées en bois d'Anatolie, nous espérons augmenter encore le nombre de nos biens sur la Liste du patrimoine mondial", a-t-il ajouté.

Grâce à la décision prise lors de la 45e réunion du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO qui s'est tenue à Riyad, la capitale de l'Arabie saoudite, Gordion sera désormais protégé en tant que site du patrimoine mondial. Le peuplement de Gordion, qui a survécu à la période antique dans le district Polati d'Ankara, a commencé en 2 500 avant J.-C.

(âge du bronze ancien) et se poursuit aujourd'hui à Yassihöyük, à côté de la ville antique. Le peuplement, qui a été très peu interrompu au cours d'une longue période de 4 500 ans dans et autour de la ville antique, fait de Gordion l'une des "rares zones avec la plus longue période de peuplement" au monde.

De nombreux tumulus situés dans les environs immédiats de Gordion, la capitale de la civilisation phrygienne, datent de différentes périodes allant du IXe siècle avant J.-C. au IIIe siècle avant J.-C.

ETHIOPIE

L'UNESCO inscrit le paysage culturel éthiopien Gedeo au patrimoine mondial de l'humanité

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a inscrit au patrimoine mondial le paysage culturel du pays Gedeo, en Ethiopie. L'inscription de ce paysage culturel au patrimoine mondial de l'humanité a été annoncée dimanche lors de la 45e session élargie du Comité du patrimoine mondial qui se tient en ce moment à Riyad, en Arabie saoudite, en présence de la ministre éthiopienne du Tourisme Nasise Chale, a rapporté l'Agence de presse éthiopienne (ENA).

La ministre a indiqué que le nombre de sites éthiopiens désormais inscrits au patrimoine culturel et naturel de l'UNESCO passait ainsi à dix. Il s'agit par ailleurs du 100e site à être inscrit au patrimoine mondial en Afrique.

Le pays Gedeo comprend notamment une forêt protégée depuis de nombreuses générations, a déclaré lors de la réunion Mme Chale. Elle a ajouté que le site était également connu pour un modèle de cultures multicouches pratiqué depuis des siècles par les Gedeo, un peuple autochtone également exemplaire pour ses connaissances en matière de conservation de l'écosystème et de fertilité des sols.

Le paysage compte en outre plus de 6 000 stèles mégalithiques, qui attirent aussi bien les chercheurs que les visiteurs étrangers et locaux, a déclaré Mme Chale. L'inscription de ce site au patrimoine mondial permettra de lui assurer une protection durable, tout en l'aidant à devenir une attraction touristique de premier plan, a-t-elle souligné.

APS

ALGÉRIE TÉLÉCOM

"Moalim", une nouvelle plateforme digitale de soutien scolaire

Algérie Télécom a annoncé mardi le lancement d'une nouvelle plateforme digitale de soutien scolaire "Moalim", conforme au programme de l'Education nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024.

Il s'agit d'un "espace numérique éducatif conçu afin de fournir un soutien scolaire grâce à son contenu interactif conforme au programme de l'éducation nationale", précise Algérie Télécom dans un communiqué, ajoutant que cette plateforme a été lancée en partenariat avec "INKIDIA", à l'occasion de l'année scolaire 2023-2024.

L'objectif principal de cette offre "est de mettre en avant l'évaluation et la formation en format trimestrielle et annuelle", souligne l'entreprise. L'offre Moalim comporte deux packs dont le programme J'Mévalue, développé dans le but de perfectionner les connaissances scolaires des élèves des trois cycles primaires, collège et lycée et d'améliorer leurs

cultures générales grâce à une série d'activités.

Il propose aussi le programme J'Mévalue, conçu pour une évaluation continue tout au long de l'année scolaire, visant à soutenir les élèves des deux cycles collège et lycée dans leur révision des matières essentielles.

"À travers cette plateforme digitale, disponible au ni-

veau de toutes ses agences commerciales, Algérie Télécom confirme sa contribution à l'évolution de l'éducation en Algérie, en offrant aux élèves un accès facile à des ressources éducatives de qualité supérieure", affirme l'opérateur qui invite les citoyens à consulter son site web www.algerietelecom.dz pour d'éventuelles informations.

CYBERATTAQUE MASSIVE EN COLOMBIE

De nombreux sites gouvernementaux bloqués

Une cyberattaque massive vise depuis mardi des sites gouvernementaux en Colombie, dont au moins une trentaine ont été affectés à ce jour, avec des conséquences dans plusieurs autres pays d'Amérique latine, a-t-on indiqué de sources concordantes colombiennes.

Cette cyberattaque a visé mardi le principal fournisseur de services de télécommunications de l'Etat colombien, l'entreprise IFX Networks, indique un communiqué de la présidence.

Le gouvernement a mis en place en urgence "un poste de commandement unifié de la cyber sécurité (PMU Ciber)", afin d'évaluer les dommages et de ré-

soudre les effets de l'incident qui a touché plusieurs entités", explique ce communiqué. "Nous examinons quelles autres entités publiques ont pu être touchées, afin de connaître l'impact réel en Colombie.

Il est important de préciser que l'incident s'est produit contre le fournisseur de services IFX Networks, et non contre des entités publiques", affirme la Direction numérique de la présidence colombienne.

"Cette attaque externe de type ransomware (au rançongiciel, un type de programme malveillant qui chiffre les données et les rend accessibles contre rançon) affecte 762 entreprises en Amérique latine, IFX fournissant des

données à 17 pays au total sur ce continent, ajoute le texte. Selon la presse nationale, elle s'étend à l'Argentine, au Panama et au Chili et ses conséquences seraient "gigantesques".

Un total de 34 entités étatiques colombiennes sont affectées, dont les ministères de la Santé et de la Justice, avec deux millions de procédures judiciaires actuellement paralysées, toujours selon la presse.

Citant un conseiller en sécurité numérique à la présidence, le quotidien El Tiempo assure que "les cybercriminels ont détourné des informations (...) du ministère de la Santé et du pouvoir judiciaire", demandant une rançon "en crypto-monnaies".

CHINE

Le groupe Huawei détient plus de 120.000 brevets dans le monde

Le groupe chinois télécommunications Huawei a obtenu plus de 120.000 brevets autorisés dans le monde entier, a annoncé mardi l'entreprise lors d'un forum sur la propriété intellectuelle. L'entreprise a attribué ce résultat à son engagement à long terme dans la recherche et le développement.

Ces dix dernières années, ses dépenses cumulées en recherche et développement ont atteint 977,3 milliards de yuans (environ 136 milliards de dollars), a déclaré Wang Jianfeng, chef du département des affaires publiques et gouvernementales, lors de la 12e conférence annuelle sur la propriété intellectuelle de Chine qui se tient à Jinan, capitale de la province chinoise du Shandong (est).

Pour la seule année 2022, malgré un environnement extérieur difficile, les investissements en recherche et développement de Huawei ont atteint 161,5 milliards de yuans, représentant un quart de son chiffre d'affaires", a déclaré M. Wang, notant que Huawei occupe la quatrième place des entreprises technologiques mondiales en matière de dépenses en recherche et développement. L'entreprise aime également partager ses innovations avec le monde. Selon M. Wang, Huawei a été le plus grand contributeur d'open-source en Asie, plusieurs de ses projets de systèmes d'exploitation bénéficiant à des milliers de développeurs et d'utilisateurs.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CHAMPIONNAT DU MONDE DE SPORTS DE BOULES (JEUNES)

L'organisation algérienne a donné une nouvelle dimension à l'événement (responsable)

La bonne organisation avec laquelle l'Algérie s'est distinguée lors des différentes manifestations sportives a donné une nouvelle dimension au Championnat du monde de sports de boules de jeunes catégorie, en jeu long et rafle, qui a débuté mercredi à Oran, a affirmé le président de l'Union africaine des sports de boules (UASB) Mohamed Yacine Kafi.



"Les importants moyens humains, matériels et technologiques mobilisés par l'Algérie pour la réussite des différentes manifestations sportives ont donné une nouvelle dimension à ce rendez-vous mondial," a dé-

claré à l'APS Kafi qui est également vice-président de la Fédération internationale de Boules (FIB).

"L'Algérie a impressionné tout le monde, a-t-il dit, à travers l'organisation de compétitions spor-

tives continentales, arabes et internationales, notamment après le succès impressionnant qu'a connu la ville d'Oran, l'année dernière, avec l'organisation des Jeux méditerranéens et cette année des Jeux panarabes, ce qui a poussé la FIB et l'UASB à faire confiance à l'Algérie pour accueillir le championnat du Monde des sports de boules et Raffa des catégories (U-18) et (-23), auquel participent, pour la première fois, quelque 177 athlètes de 23 pays dans 7 disciplines en Rafle et 6 au jeu long. Il s'agit de la première fois dans l'histoire du tournoi que les moyens technologiques les plus récents sont utilisés lors d'une magnifique cérémonie d'ouverture. Aussi, dans le cadre de la facilitation du travail des arbitres, des équipements technologiques de pointe seront mis à leur disposition.

L'Algérie avait remporté 16 médailles, (7 d'or, 6 d'argent et 3 de bronze).

Les épreuves de sports de boules jeu long ont débuté, mercredi matin, au niveau du complexe sportif de boules "la LOFA" à Es Senia (Oran) dans la catégorie des U18 et U 23 garçons dans les spécialités du simple, double, du tir de précision et tir progressif.

La compétition du rafle pour la catégorie des moins de 19 ans filles et garçons se déroule au palais des Sports "Hamou Boutellis" d'Oran, en doublette filles et garçons et double mixte individuel filles et garçons et tir de précision filles et garçons. L'équipe nationale algérienne est représentée à cet événement sportif international par 16 athlètes dont six dans la discipline Rafle (garçons et filles).

HAND / CAN-2023 CADETTE (QUARTS DE FINALE) Défaite de la sélection algérienne face à l'Egypte 18-30



La sélection algérienne féminine des moins de 18 ans (U18) de handball s'est inclinée face à son homologue égyptienne sur le score de 18-30 en quart de finale du Championnat d'Afrique des nations de la catégorie (16-23 septembre), disputé mercredi à la salle de Monastir (Tunisie).

Les autres quarts de finale mettront aux prises la Tunisie à l'Angola, le Maroc au Nigeria et la Guinée au RD Congo.

Les handballeuses algériennes avaient bouclé la phase de poules avec un bilan de trois défaites respectivement devant le Nigeria (18-28), la Tunisie (16-29) et la Guinée (17-29). Selon la formule de compétition les huit équipes participantes se sont qualifiées aux quarts de finale du tournoi, prévus ce mercredi.

Les quatre premiers au classement final se qualifieront au championnat du monde cadettes en 2024.

Résultats partiels des quarts de finale :

Algérie - Egypte	18-30
Tunisie - Angola	14h00
Maroc - Nigeria	16h00
Guinée - RD Congo	18h00

Début des épreuves du championnat du monde jeunes des sports de boules «jeu long»



Le Championnat du monde des jeunes des sports de boules en "jeu long" des catégories des moins de 18 et 23 ans (garçons) s'est ouvert, mercredi au complexe sportif 'la Lofa' d'Es Senia à Oran, avec la participation de 121 athlètes, représentant 23 pays.

Ce mondial des jeunes a démarré, dans la matinée, avec la première phase des éliminatoires en double, individuel et combiné, tir rapide en

double, tir progressif et tir de précision dans les catégories des moins de 18 ans et moins de 23 ans garçons.

La compétition est officiée par 7 arbitres, désignés par la Fédération internationale de boules (FIB).

Selon le président de la Fédération algérienne des sports de boules, Djamel Guellil, "cela offre à nos athlètes l'opportunité de donner le meilleur d'eux-mêmes. Nous

sommes également ici pour tirer profit du contact avec les athlètes de haut niveau venus de quatre coins du monde", a-t-il souligné.

Dans cette compétition de jeu long, l'Algérie est présente avec dix athlètes : Chaachoua Mustapha, Khandak Hamza, Boudjelida Houari, Belzerougui H'mida, Hamoudi Riyad, Bouchama Samir chez les U18 et Hamoudi Mohamed, Benghehra Mustapha, Boufares Abdennour et Yanis Gobin dans la catégorie des U23, sous la conduite des entraîneurs Ali Cherif Bouharak et Benabd Redouane. Pendant quatre jours, la capitale de l'Ouest et les amoureux des sports de boules, vont pouvoir vibrer au rythme de ce Championnat du monde des jeunes (garçons) de jeu long des moins de 18 et 23 ans dans les spécialités du simple, combiné, double et tir rapide en double, tir progressif et tir de précision.

Cet événement sportif international de quatre jours, est organisé par la Fédération algérienne des sports de boules et la Fédération algérienne de rafle et de billard sous le haut patronage du ministère de la Jeunesse et des Sports et de la wilaya d'Oran.

L'Algérien Yacine Gobin vise le podium en jeu long

L'athlète algérien de jeu long Yacine Gobin va viser le podium pour sa première participation au Championnat du monde jeunes des sports de boule "jeu long", qui se déroule à Oran du 20 au 23 septembre.

Agé de 20 ans, Yacine Gobin a indiqué à l'APS qu'il n'est pas venu pour faire de la figuration. " Ca ne va pas être facile, mais je vais tout faire pour monter sur le podium", a-t-il dit. " Je suis très heureux et très fier de représenter mon pays dans ce Championnat du monde. Ma très bonne entente avec mes coéquipiers et le fait que le championnat se déroule en Algérie va nous permettre de nous tirer vers le haut pour atteindre nos objectifs respectifs", a-t-il affirmé.

Avant d'enchaîner: "Je vais bien me concentrer et mettre toutes les chances de mon côté pour pouvoir monter sur la plus haute marche du podium". L'athlète évoluant en France a estimé que l'Algérie compte un bon groupe capable de rivaliser avec les meilleurs.

"Nous avons un très bon groupe avec un objectif commun, celui de ramener un maximum de titres et médailles", a-t-il souligné, tout en relevant : " pour moi, c'est toujours un honneur de porter les couleurs de mon pays, mais je ne me réjouis pas pour autant, porter ce maillot est une chose, mais gagner en est une autre".

" Cette sélection me tient à cœur, ce sera ma dernière

dans la catégorie Jeunes. Je vais me préparer comme un guerrier, en espérant remporter la bataille.

Défendre les couleurs de mon pays est un honneur et une fierté. De plus, cette compétition aura lieu en Algérie et je n'ai aucun doute que le public sera nombreux à nous encourager et nous soutenir", a-t-il dit. Dans cette compétition l'athlète algérien de la catégorie des moins de 23 ans est engagé dans les épreuves tête à tête et en double avec son coéquipier Hamoudi Raed.

APS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ÉLECTIVE DE LA FAF Walid Sadi face à son destin, ce jeudi à Sidi-Moussa

Les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de football sont appelés à élire un nouveau président lors de l'Assemblée Générale élective de ce jeudi, 21 septembre, pour terminer ce qui reste du mandat olympique 2020-2024, après la démission de ses deux anciens présidents de l'instance fédérale, Charaf-Eddine Amara et Djahid Zefizef, qui avaient rendu le tablier respectivement en mars 2022 et juillet 2023.

Un président qui pourrait bien être Walid Sadi, l'ancien membre du Bureau fédéral sous Mohamed Raouraoua et actuel membre du conseil d'administration de l'Entente Sportive de Sétif, car retenu comme seul candidat pour le poste de premier responsable de la FAF.

En effet, les dossiers des deux autres candidats Meziane Ighil et Abdelkrim Medouar ont été rejetés aussi bien par la Commission de candidatures que celle des recours, respectivement pour mandatement non réglementaire et absence de diplôme universitaire.

Sadi sera ainsi seul candidat à la présidence de la FAF lors de cette AGE, prévue à partir de 10h00 au Centre Technique National de Sidi-Moussa (Alger) et il a déjà entamé sa campagne électorale dans cette perspective dès samedi dernier.

Il a commencé par la région Sud, plus précisément à Ouaragla, où il s'est engagé dans le cas où il sera élu "à garder la porte ouverte à tout le monde", car selon lui "toutes les bonnes volontés seront les bienvenues pour aider à hisser le football national vers le haut", notamment, en combattant la corruption, la médiocrité et la

marginalisation.

"Je m'engage aussi à rassembler toutes les énergies positives et à les canaliser dans la perspective de promouvoir le football national" avait-il ajouté.

Par la suite, Sadi est rentré à Alger, mais c'était juste le temps d'une visite-éclair, car il devait reprendre aussitôt sa campagne électorale, en se rendant notamment dans l'Ouest du pays, où il a animé deux réunions, respectivement à Saïda et à Oran.

Il s'est rendu également dans l'est du pays où il a rencontré les présidents de ligues et responsables de club.

Dans ses allocutions, le candidat à l'élection présidentielle de la FAF avait évité d'exposer un programme de travail sur le long terme, et s'est contenté le plus souvent d'évoquer certaines "priorités", car s'agissant uniquement de terminer le mandat 2020-2024, et non pas d'assumer un mandat olympique entier.

Parmi ses priorités, "faire appel à toutes les compétences susceptibles d'apporter un plus", tout en restant à l'écoute des différents acteurs qui sont sur le terrain, car considérés comme "les mieux placés pour évoquer les vrais problèmes",



qui entraînent la bonne marche de la discipline.

Ils sont aussi "les mieux habilités à proposer des solutions" dans la perspective d'arranger ce qui ne va pas, a-t-il encore estimé.

Même en termes de moyens matériels, Sadi a assuré qu'il s'appliquerait à "moderniser le fonctionnement du football national à tous les niveaux", notamment, en faisant appel à la numérisation.

L'unique candidat à la présidence de la FAF a insisté également sur la sélection nationale, qui selon lui nécessite "le soutien de tous" à quelques mois de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations en Côte d'Ivoire, et ce, pour la mettre dans les meilleures conditions possibles et augmenter par la même occasion ses chances de performance en Côte d'Ivoire.

Les présidents de la FAF depuis 1962

Les présidents de la Fédération algérienne de football (FAF) depuis la création de l'instance fédérale le 21 octobre 1962, avant l'assemblée générale élective prévue jeudi au Centre technique de la FAF à Sidi Moussa (Alger) :

Maouche Mohand: d'octobre 1962 à octobre 1969.

Benaouniche Mustapha: d'octobre 1969 à juillet 1973

Benadoua Amar: de juillet 1973 à mai 1975

Abdenour Bekka: d'août 1975 à janvier 1978

Lacarne Belaïd: de septembre 1987 à octobre 1988

Kezzal Omar: de juillet 1989 à novembre 1992 et d'avril 2000 à août 2001

Aissaoui Mouldi: de septembre 1993 à juillet 1994

Harrague Rachid: de juillet 1994 à janvier 1995

Laïb Mohamed: d'août 1996 à décembre 1996

Diabi Mohamed: de novembre 1997 à juin 1999

Raouraoua Mohamed: de novembre 2001 à janvier 2006, de février 2009 à

février 2013 et de mars 2013 à février 2017

Haddadj Hamid: de janvier 2006 à février 2009

Zetchi Kheireddine: du mars 2017 à mars 2021

Charaf-Eddine Amara : du 15 avril 2021 à mars 2022

Zefizef Djahid : de juillet 2022 à août 2023.

SUPERCOUPE D'AFRIQUE DES CLUBS Le président de la CAF félicite l'USM Alger pour son sacre

Le président de la Confédération africaine de football, le Docteur Patrice Motsepe a félicité l'USM Alger pour son sacre en Supercoupe d'Afrique des clubs face aux Egyptiens d'Al-Ahly, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mardi.

C'est avec un énorme plaisir que j'ai suivi la belle prestation de l'USM Alger en Supercoupe de la CAF, remportée contre Al-Ahly d'Egypte, au stade de Taïf, en Arabie saoudite.

Elle avait développé un football de classe mondiale et j'ai tenu à la féliciter personnellement pour cette excellente performance.

Je lui souhaite aussi, ainsi qu'à la Fédération algérienne beaucoup de réussite dans les échéances à venir" a écrit Motsepe dans son message de félicitation adressé au secrétaire général de la FAF Mounir Debichi.

Le Président de la CAF a salué l'excellente performance du club de Soustara, qui s'est adjugé ce deuxième titre continental en l'espace de trois mois, offrant ainsi une autre distinction au football algérien Les Rouge et Noir, vainqueurs de la Coupe de la Confédération il y a trois mois, ont dominé vendredi dernier les Egyptiens d'Al-Ahly (vainqueurs de la Ligue des champions) (1-0), grâce à un penalty transformé par leur capitaine Zineddine Belaïd juste avant la fin de la première mi-temps. L'USM Alger est désormais le second club algérien à remporter la Supercoupe de la CAF après l'ES Sétif en 2015 face au même adversaire aux TAB.

APS

LIGUE 2 AMATEUR L'O Médéa s'ajoute à la liste des clubs interdits de recrutement (LNFA)

L'Olympique Médéa a été ajouté à la liste des clubs évoluant dans le championnat de Ligue 2 amateur, interdits de recrutement, selon la liste actualisée publiée par la Ligue nationale de football amateur (LNFA) mardi sur son site officiel. La LNFA avait dévoilé lundi une liste de huit clubs concernés

par cette mesure. Il s'agit de l'USM El Harrach, l'USM Annaba, le NA Hussein Dey, le MO Constantine, l'AS Ain M'lila, le MC El Eulma , le RC Arba et le HB Chelghoum Laid.

Pour rappel, la journée inaugurale du championnat de Ligue 2 (amateur), programmée initialement le week-

end prochain, a été reportée aux 29 et 30 septembre en raison des difficultés multiformes rencontrées par certains clubs dans la préparation de la saison 2023-2024 (infrastructures, organisationnelles et financières), selon l'instance chargée de la gestion de la compétition.

UNIVERSITÉ L'USTHB se dote d'un nouveau stade de football

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a procédé, mardi, à l'inauguration du nouveau stade "Salah Djebaili" à l'Université des sciences et de la technologie "Houari Boumediene" (USTHB) à Bab Ezzouar (Algier), à l'occasion de la Journée mondiale du sport universitaire, célébrée le 20 septembre.

Le ministre a indiqué que ce nouveau stade vient renforcer les structures sportives de l'USTHB à Bab Ezzouar destinées aux étudiants universitaires, pour développer et promouvoir la pratique du football chez cette catégorie et leur permettre de développer leurs capacités physiques.

M. Baddari a affirmé que le nouveau stade s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à donner un nouvel élan au sport universitaire, suite aux décisions issues "du Conseil des ministres appelant le secteur de l'enseignement et de la recherche scientifique à insuffler une forte impulsion au sport universitaire pour porter haut le flambeau de l'Algérie aux niveaux national et international".

Cette journée qui coïncide avec l'ouverture de l'année sportive universitaire a été l'occasion d'inaugurer le stade "Salah Djebaili" à l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) de Bab Ezzouar avec la programmation de

plusieurs activités footballistiques, a-t-il précisé.

La première rencontre programmée est celle d'aujourd'hui ayant opposé les vétérans du Mouloudia Club d'Algier (MCA) et des enseignants de l'université, qui pose, a-t-il dit, un jalon à court et à moyen termes en vue de permettre au sport universitaire de représenter dignement l'Algérie dans les différents rassemblements et meetings nationaux et internationaux".

Pour sa part, le recteur de l'USTHB, Pr. Djamel Eddine Akretche s'est félicité de cet "acquis", ajoutant que "le nouveau stade contribuera au développement du sport universitaire, notamment après l'aménagement d'une

piste d'athlétisme, ce qui permettra aux étudiants et aux personnels de l'université de l'exploiter pour la pratique du sport".

"Le stade de l'USTHB à Bab Ezzouar abritera tout au long de l'année des rencontres et des activités sportives officielles à l'instar de l'organisation d'un Championnat national universitaire sur la base d'un programme sportif universitaire, afin d'encourager le sport universitaire, qui doit retrouver sa place en tant que réservoir de jeunes talents".

A cette occasion, une rencontre a été organisée entre les vétérans du MCA dont Ali Bencheikh et Omar Betrouni et des enseignants de cette université.

LIGUE 1 MOBILIS (2^e JOURNÉE)

CS Constantine - MC Alger à l'affiche

Le choc CS Constantine - MC Alger, entre deux grosses cylindrées de la Ligue 1 Mobilis de football, sera à l'affiche de la deuxième journée, prévue ce week-end, et qui sera marquée également par plusieurs autres duels intéressants, notamment, JS Kabylie - Paradou AC, US Biskra - US Souf et MC Oran - JS Saoura.

Le chaud duel CSC-MCA aurait sans doute été plus plaisant à suivre s'il s'était joué dans le grand stade Chahid Hamlaoui, et en présence du public, mais le fait d'avoir été délocalisé dans le petit stade de Ramdane Benabdemalek, et à huis clos, ne devrait baisser en rien son intensité, entre deux adversaires de qualité, qui cherchent l'un comme l'autre à jouer les premiers rôles.

Certes, les Sanafir et les Mouloudéens ont connu des débuts différents cette saison, puisque les hommes Lyamine Bougherara ont concédé une courte défaite (1-0) chez le MC El Bayadh, alors que les Vert et Rouge ont fait une véritable démonstration de force contre le nouveau promu, l'ES Ben Aknoune, qu'ils ont atomisé (4-0), mais paradoxalement, c'est ce "démarrage opposé" qui devrait amener les débats lors du chaud duel qui les opposera ce vendredi, à 16h00.

En effet, si les Constantinois cherchent à empêcher leurs trois premiers points de la saison et se racheter par la même occasion de la défaite contre le MCEB, le Doyen lui voudra confirmer son excellente prestation de la première journée, et quoi de mieux qu'un adversaire à sa mesure pour le démontrer.

Le match ES Sétif - MC El Bayadh devra lui aussi se jouer devant des gradins vides, en raison du huis clos qui pèse sur l'Aigle noir depuis la fin de la saison écoulée, mais là encore, le jeu ne devrait pas manquer de piment, entre un club local qui voudra probablement se racheter de sa précédente défaite contre l'USM Khencela (1-0), et le MC El Bayadh, qui de son côté voudra confirmer son précieux succès contre les Sanafir, en enchainant par un autre bon résultat chez les Sétifiens.

Ce sera l'occasion pour le nouveau coach de l'ES Sétif Franck Dumas de diriger pour la première fois de la saison son équipe sur le banc avec l'espoir de provoquer le déclic pour son équipe.

Autres duels qui vadrent le détour au



cours de cette deuxième journée, le derby du Sud, entre l'US Biskra et l'US Souf, ainsi que le choc MC Oran - JS Saoura, sans oublier le péripleux déplacement du Paradou AC chez la JS Kabylie.

Les Canaris restent en effet sur une précieuse victoire chez le NC Magra.

Ils sont d'ailleurs les seuls à avoir gagné en déplacement au cours de la première journée.

Une situation qui prouve qu'ils ont surmonté la crise qui avait failli leur coûter la relégation l'an dernier et qu'il faut

PUBLICITÉ

MATCHS AMICAUX

Le Cap Vert et l'Egypte au menu de l'Algérie en octobre (FAF)

La sélection algérienne de football affrontera en amical le Cap Vert et l'Egypte lors de la fenêtre FIFA du mois d'octobre 2023, a annoncé lundi la Fédération algérienne de la discipline (FAF).

Les Verts seront d'abord opposés au Cap Vert le jeudi 12 octobre au stade du Chahid Hamlaoui de Constantine (20h00), puis se déplaceront à Abu Dhabi aux Emirats arabes unis, pour affronter l'Egypte, le lundi 16 octobre.

Ces rencontres amicales serviront de préparation en prévision des prochaines échéances internationales, à savoir, les éliminatoires de la Coupe du Monde 2026 qui débuteront en novembre et la Coupe d'Afrique des nations en Côte d'Ivoire.

Pour rappel, l'Algérie s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024, en terminant largement en tête du groupe F avec 16 points. Tout comme le Cap Vert et l'Egypte qui ont également validé leur billet pour la Côte d'Ivoire.

APS

Ligue 1 Mobilis (2^e journée) : Le programme des rencontres

Programme de la deuxième journée du championnat de Ligue 1 algérienne de football, prévu vendredi et samedi :

Vendredi :

A Alger (Stade du 20-Août 1955) : ES Ben Aknoune - ASO Chlef (16:00)
A Constantine (Stade Ramdane Benabdemalek) : CS Constantine - MC Alger (16:00, à huis clos)

A Tizi-Ouzou (Stade du 1er-Novembre 1954) : JS Kabylie - Paradou AC (19:00)

Samedi :

A Alger (Stade 20-Août 1955) : CR Belouizdad - NC Magra (16:00)
A Biskra (Stade El Alia) : US Biskra - US Souf (19:00)

A Oran (Stade Miloud Hadfi) : MC Oran - JS Saoura (19:00)

A Sétif (Stade du 8-Mai 1945) : ES Sétif - MC El Bayadh (19:00, à huis clos)

Reporté à une date ultérieure :
USM Alger - USM Khencela

Classement :

	Pts	J
1). MC Alger	3	1
-). ASO Chlef	3	1
-). JS Kabylie	3	1
-). USM Khencela	3	1
-). MC El Bayadh	3	1
-). JS Saoura	3	1
7). ES Sétif	0	1
-). CS Constantine	0	1
-). NC Magra	0	1
-). MC Oran	0	1
-). US Ben Aknoune	0	1
-). US Biskra	0	1
13). Paradou AC	-	-
-). USM Alger	-	-
-). ES Souf	-	-
-). CR Belouizdad	-	-

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
république algérienne démocratique et populaire
وزارة الاتصال
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

COMMUNIQUÉ

Sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Le Ministère de la Communication annonce le lancement de la neuvième édition du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel». Le prix est décerné le 22 octobre 2023, Journée nationale de la Presse.

LES THÈMES RETENUS POUR CETTE NEUVIÈME ÉDITION SONT :

- La Nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique»
- «La Nouvelle Algérie : Renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse»
- «La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques»

Le prix vise à encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisé individuellement ou collectivement.

La candidature pour la participation au prix du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel», est ouverte dans les catégories suivantes :

Presse écrite : article de fond, reportage et enquête.

Information télévisuelle : reportage, enquête, documentaire.

Information radiophonique : reportage, et enquête.

Presse électronique : œuvre d'information diffusée sur le net.

Illustration : photographie, dessin et caricature de presse.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

- Les œuvres présentées doivent avoir fait l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période allant du 10 Octobre 2022 au 10 Octobre 2023.
- Être de nationalité Algérienne ;
- Justifier d'au moins 03 ans d'exercice de la profession,
- Ne pas être membre du jury,
- La participation peut être à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre,
- Les lauréats du Prix du Journaliste Professionnel dans les différentes catégories ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de 03 années consécutives.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE SE COMPOSE DE :

- 03 exemplaires des œuvres proposées,
- Une copie de la carte nationale d'identité,
- Une copie de la carte professionnelle,
- Un certificat de travail attestant de trois années d'expérience.
- Le formulaire dûment rempli (Téléchargeable sur le site Web du ministère : <https://ministerecommunication.gov.dz>)

Les dossiers de participation sont adressés à Monsieur le Président du jury du «Prix du Président de la république du journaliste professionnel », par courrier ordinaire à l'adresse suivante :

Ministère de la Communication, B.P No. 474, Bir Mourad Rais, Alger, ou Déposés au siège du Ministère de la Communication, Bureau No. 701, 7ème étage.

La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 octobre 2023

EMPOLI Paolo Zanetti déjà viré

Après seulement quatre journées de Serie A, Empoli a déjà pris la décision de se séparer de son entraîneur Paolo Zanetti. Arrivé en juin 2022, le technicien fait le mauvais début de saison de son équipe, lanterne rouge du championnat avec zéro point après quatre journées. Il est remplacé par Aurelio Andreazzoli, qui s'est engagé jusqu'à la fin de la saison avec une option pour une saison supplémentaire. Le coach de 69 ans a déjà entraîné le club à trois reprises (2017-2018, 2019, 2021-2022).

MAN CITY De Bruyne, un avenir en question ?

Manchester City s'expose-t-il à un jeu dangereux concernant l'avenir de Kevin De Bruyne (32 ans, 1 match en Premier League cette saison) ? Alors qu'une prolongation a régulièrement été évoquée pour le milieu offensif, lié aux Skyblues jusqu'en juin 2025, le Daily Star explique que le champion d'Angleterre a maintenant décidé de bloquer les négociations.

La raison ? Les Citizens aimeraient voir comment leur capitaine va se remettre d'une blessure aux ischio-jambiers, qui le tient éloigné des terrains depuis plusieurs semaines, avant de lui offrir un juteux contrat. Un plan malgré tout risqué puisque De Bruyne rentrera dès juin prochain dans sa dernière année de contrat et pourrait éveiller l'intérêt de plusieurs grands clubs européens, mais probablement aussi de richissimes formations saoudiennes dans les mois à venir.

O LYON Grosso est le nouvel entraîneur

Comme annoncé depuis plusieurs jours, Fabio Grosso est le nouvel entraîneur de l'Olympique Lyonnais. Le club rhodanien a officiellement ce samedi l'arrivée du champion du monde 2006 sur le banc pour remplacer Laurent Blanc, écarté en début de semaine. L'ancien latéral gauche retrouve un club dans lequel il a évolué en tant que joueur entre 2007 et 2009.

L'Olympique Lyonnais est très heureux d'accueillir à nouveau Fabio Grosso, avec lequel le club a toujours maintenu d'excellentes relations depuis son départ en 2009 et a une grande confiance dans ses capacités à remobiliser l'équipe professionnelle.

En attendant de définir la constitution de son staff puis de prendre officiellement ses fonctions d'entraîneur, Fabio Grosso assistera au match contre Le Havre ce dimanche soir au Groupama Stadium, avant d'être présenté aux médias, le lundi 18 septembre", précise l'OL dans un communiqué.



O MARSEILLE Marcelino, c'est fini !

C'était attendu, c'est désormais officiel : Marcelino n'est plus l'entraîneur de l'Olympique de Marseille. Secoué en raison des prestations poussives du club phocéen, le coach espagnol n'a pas supporté les critiques de certains supporters à l'égard des dirigeants marseillais lors d'une réunion bouleversée qui s'est déroulée lundi soir.

"Dans la continuité du communiqué publié hier soir au sujet de l'équipe dirigeante, l'Olympique de Marseille considère que les événements du 18 septembre dernier ne permettent pas à Marcelino et à son staff technique d'exercer dans de bonnes conditions la fonction pour laquelle ils ont été engagés. En conséquence de cette situation déplorable, Marcelino et son staff ne poursuivront pas leur mission à l'Olympique de Marseille", indique l'OM dans un communiqué.

"Au vu du contexte, l'ensemble du club est extrêmement déçu de devoir faire face au départ d'un entraîneur et d'un staff technique, arrivés à Marseille seulement le 23 juin et pleinement engagés auprès du club, pour des raisons extra-sportives", termine le texte.

BARÇA Quatre ans de plus pour Baldé

Comme attendu depuis plusieurs semaines, Alejandro Baldé (19 ans, 5 matchs toutes compétitions cette saison) prolonge au FC Barcelone.

Le latéral gauche espagnol a rempli pour quatre années supplémentaires, soit jusqu'en juin 2028, avec la formation catalane. Une bonne nouvelle pour Xavi.



BAYERN MUNICH Upamecano va discuter prolongation

Contraint de laisser filer Lucas Hernandez, au Paris Saint-Germain, et Benjamin Pavard, à l'Inter Milan, à un an de la fin de leurs contrats respectifs, le Bayern Munich ne veut pas connaître le même scénario avec le défenseur central Dayot Upamecano (24 ans, 4 matches en Bundesliga cette saison).

L'international français est lié au club bavarois jusqu'en juin 2026 et ses dirigeants souhaitent déjà le prolonger, selon le journaliste Nicolò Schirà. Des négociations pourraient être entamées dans les prochaines semaines afin de blinder le Tricolore jusqu'en juin 2028.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »
FAX : 023.38.47.95 E-MAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

Jeudi 21 septembre 2023 / 5 Rabi Al Awal 1445 - N° 3382 - 11^e année

INTERVENTION DE TEBBOUNE À LA 78E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La position immuable de l'Algérie en faveur des causes justes et des peuples opprimés réaffirmée

NEW YORK- Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé, mardi depuis New York (Etats-Unis), la position immuable de l'Algérie en faveur des causes justes et en soutien aux peuples opprimés qui luttent pour la liberté, en tête desquelles les questions palestinienne et sahraouie.

Dans son allocution lors des travaux de la 78e Assemblée générale de l'ONU, le président de la République a affirmé que "l'Algérie qui est bien placée pour évaluer le prix à payer pour arracher la liberté, ne renoncera jamais à son soutien aux causes justes et aux peuples opprimés qui luttent pour leur liberté". Et c'est dans cette optique, poursuit le Président Tebboune, que l'Algérie n'a eu de cesse de soutenir la cause palestinienne, pour permettre au peuple palestinien frère de recouvrer ses droits inaliénables à établir son Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al-Qods pour capitale, conformément aux décisions de la légalité internationale.

L'initiative de l'Algérie d'il y a une année, concernant la tenue d'une conférence d'unification des rangs des factions palestiniennes, sanctionnée par l'adoption de la Déclaration d'Alger, a été évoquée par le Président Tebboune dans son allocution.

Ainsi, le président de la République a appelé, à nouveau, à la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire pour octroyer à la Palestine la qualité de membre à part entière de l'AG de l'ONU. Il a appelé la Cour de Justice internationale à donner

suite à la demande de l'AG de l'ONU du 30 décembre 2022, et émettre son avis consultatif sur les pratiques attentatoires aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Al-Qods.

Le président de la République a également, exhorté le Conseil de sécurité à "promulguer une résolution, en vertu de laquelle il parrainera la solution à deux Etats qui fait le consensus au niveau international, et appellera à la fin des actes unilatéraux de l'autorité d'occupation, notamment les activités d'implantation de colonies dans les territoires palestiniens occupés".

Le Président Tebboune a réaffirmé l'attachement de l'Algérie à l'initiative arabe de paix, en tant que cadre de règlement de la cause palestinienne pour mettre un terme à l'occupation, principale motif d'instabilité au Moyen Orient, appellant la communauté internationale à assumer sa responsabilité historique et morale pour permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et de recouvrer pleinement ses droits.

Par ailleurs, le président de la

République a mis en avant l'aspiration de l'Algérie à parvenir à une décolonisation définitive de la dernière colonie en Afrique, où "tout un peuple au Sahara occidental, reste privé de son droit à l'autodétermination, à travers un référendum libre et régulier conforme au plan de règlement ONU-OUA adopté par le Conseil de sécurité et accepté par les deux parties en 1991".

Il a, en outre, appelé l'ONU à assumer sa responsabilité face "aux tentatives de se créer une légitimité à partir de l'ilégitimité", et ce en préservant la crédibilité de ses résolutions, rappelant le soutien de l'Algérie aux efforts onusiens tendant à relancer des pourparlers directs entre les parties au conflit, en vue d'organiser un référendum permettant l'autodétermination du peuple sahraoui.

Sur le plan régional, le Président Tebboune a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie pour parvenir à des solutions pacifiques, rassembler les belligérants et rapprocher les positions et les vues.

Concernant le dossier libyen, il a rappelé le soutien aux efforts onusiens visant à

trouver une solution politique inter-libyenne, à même de préserver l'unité de la Libye, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

En ce qui concerne la situation au Mali, le président de la République a réaffirmé la détermination de l'Algérie qui conduit la médiation internationale et la présidence du comité de suivi de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger, de poursuivre ses efforts pour surmonter les difficultés qui traverse ce pays voisin, tout en soulignant son rejet du recours à la force pour régler les conflits.

S'agissant de la situation qui prévaut au Niger, le Président Tebboune a réaffirmé l'attachement de l'Algérie au retour à l'ordre constitutionnel par des moyens pacifiques et à la primauté des solutions politiques et diplomatiques, mettant en garde contre les desseins d'une intervention militaire étrangère en raison de ses conséquences graves. Une mise en garde qui a, également été notifiée aux parties soudanaises, lorsque le président de la République a exhorté toutes les parties à faire prévaloir la voie du dialogue et à mettre fin aux hostilités.

ODD et droits de l'Homme : le président de la République met en avant les acquis réalisés par l'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en exergue, mardi à New York (Etats-Unis), les acquis importants réalisés par l'Algérie en matière d'objectifs de développement durable (ODD), et de promotion et de consolidation des droits de l'Homme. Dans son allocution lors des travaux de la 78e session de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie avait adopté "le plan de développement durable en tant que priorité nationale dans le cadre de l'ensemble des stratégies et programmes du Gouvernement".

Cette démarche, précise le Président Tebboune, a permis de "franchir de grands pas et d'obtenir des résultats probants dans le processus des objectifs de développement durable, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du bâtiment, l'électricité et l'eau". "Plus de huit années après l'adoption du Programme 2030 de développement

durable et du Plan d'action d'Addis-Abeba, plusieurs pays en voie de développement font encore face à des défis qui exigent davantage de solidarité à l'échelle internationale pour un monde meilleur et un modèle économique efficace et juste permettant de concrétiser les objectifs de développement durable", a fait observer le Président Tebboune. Evitant la promotion des droits de l'homme, le président de la République a relevé que "l'Algérie, qui a eu le soutien et la confiance des pays membres au Conseil des droits de l'homme pour obtenir la qualité de membre, est partie aux traités internationaux des droits de l'homme. Elle œuvre à renforcer sa coopération et à poursuivre la coordination avec les différentes instances concernées par les droits de l'homme et les mécanismes d'examens périodiques universels (EPU)". Il a rappelé, à cet égard, que l'Algérie avait soumis, en novembre

2022, son quatrième rapport national dans le cadre de ce mécanisme. L'Algérie "est profondément convaincue que le respect et la promotion des droits de l'homme sont la pierre angulaire de tout système politique crédible, et œuvre à les renforcer par tous les moyens possibles", a insisté le Président Tebboune qui a ajouté que cette conviction émane "de l'attachement du peuple algérien aux droits de l'Homme".

L'amendement constitutionnel de 2020 est une preuve de notre conviction de l'impératif de renforcer les droits et les libertés dont l'essence ne sera jamais entamée", a-t-il souligné. Cet amendement a consacré dans ses dispositions "l'égalité des droits et devoirs entre citoyennes et citoyens pour éliminer les obstacles empêchant la participation efficace de tous, notamment en matière de promotion des droits de la femme, son développement

politique et économique, en vue de l'intégrer dans des postes de responsabilité, réaliser le principe de parité dans le marché de l'emploi, renforcer son rôle dans la paix et la sécurité et promouvoir sa place dans différents domaines de la vie aux niveaux national, continental et international", a affirmé le Président Tebboune. Dans ce cadre, le président de la République a rappelé l'élaboration d'un plan national pratique dans le cadre de l'exécution de la résolution du Conseil de sécurité, un plan par lequel l'Algérie "s'engage à veiller à promouvoir le rôle de

la femme dans le règlement et la prévention des conflits en adéquation avec les principes de la politique étrangère de l'Algérie".

Par ailleurs, le Président Tebboune a évoqué le potentiel de la jeunesse algérienne au profit de laquelle des programmes ont été élaborés permettant d'assurer un cadre institutionnel et des moyens matériels à même de développer les capacités de ces énergies et d'associer les jeunes, en tant que force motrice, aux processus du développement durable dans tous les domaines politique, économique et culturel".

Qualité de membre non permanent au Conseil de sécurité : l'Algérie consciente de la responsabilité dont elle est investie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi depuis New York, que l'Algérie qui s'apprête à occuper son siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU "est pleinement consciente de la responsabilité dont elle est investie", eu égard aux défis qui se posent à la communauté internationale, en ce sens qu'elle "mettra à profit sa riche expérience en matière de médiation et de promotion du règlement pacifique des conflits". "L'heure est à la réflexion sur les moyens de promotion des valeurs et principes de la Charte des Nations unies, de consolidation de nos engagements collectifs et d'ancrage de fondements solides, à même de renforcer la coopération mondiale autour des questions majeures", dans le but de "consacrer la paix et la sécurité internationales, mais également le développement durable dans un monde multipolaire", a indiqué le président de la République dans son allocution lors des travaux de la 78e session de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU. L'occasion était pour le Président Tebboune d'adresser ses remerciements aux 184 pays qui ont voté en faveur de l'Algérie, soulignant que "l'Algérie sera à la hauteur de cette confiance durant son mandat en Conseil de sécurité". L'Algérie "veillera à cristalliser cette confiance en étroite collaboration avec tous les Etats membres du Conseil de sécurité et au sein de l'ONU", a-t-il soutenu. L'Algérie mettra à disposition "sa riche expérience en matière de médiation et de promotion du règlement pacifique des conflits", a poursuivi le président de la République, soulignant que "l'Algérie, mue par cet esprit, rejoindra le Conseil de sécurité, porteuse d'espoirs des peuples africains et arabes", sans cesser de prôner l'approche basée sur des solutions définitives aux crises, en s'attaquant à leurs causes profondes". Le Président Tebboune a rappelé, à ce propos, que l'Algérie "a milité, il y a 50 ans, depuis cette même tribune onusienne, pour pallier les dysfonctionnements qui caractérisent l'actuel ordre mondial", en plaident pour un nouvel ordre sous-tendu par l'égalité entre Etats, "des principes pour lesquels a été créée l'ONU".

APS

Réforme du Conseil de sécurité : le président de la République souligne l'importance d'accélérer les négociations internationales

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi à New York, que l'accélération des négociations internationales concernant la réforme du Conseil de sécurité selon une approche globale et intégrée devrait être une priorité pour la communauté internationale, afin d'aboutir à un consensus sur une véritable réforme garantissant une représentation plus transparente. "Face aux conflits géopolitiques et aux multiples crises, le Conseil de sécurité a reculé dans l'accomplissement de son rôle central au cours des dernières années, ce rôle qui était au cœur de l'ONU et dont les principales finalités ont été résumées par la Charte onusienne qui confie au Conseil la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales, notamment en prohibant le recours à la force et en éliminant les causes menaçant la paix", a souligné le président de la République dans son intervention lors de la 78e session de l'Assemblée générale (AG) ordinaire des Nations Unies (ONU).

Le Président Tebboune a également fait remarquer que "toute démarche visant à renforcer l'action internationale commune doit répondre aux appels croissants en faveur d'une plus grande dynamique à un ordre multipolaire". Cet objectif, poursuit-il, passe par "une réforme globale des principaux organes de l'Organisation de manière à les rendre plus transparents, as-

surant l'équilibre nécessaire entre ces organes et garantissant une répartition géographique équitable entre les Etats". Le président de la République a évoqué, en outre, "l'engagement de l'Algérie en faveur de la position africaine commune" pour "mettre un terme à l'injustice historique qui a touché le continent africain". C'est pourquoi, poursuit le Président Tebboune, la réactivation du rôle pivot de l'Assemblée générale de l'ONU, "en tant qu'organe véritablement représentatif de la diversité des membres de la communauté internationale", constitue "un élément clé pour renforcer l'égalité entre Etats et assurer les fondements d'une véritable démocratie". Dans cette optique, le président de la République a affirmé que l'Algérie œuvrait pour que "le dialogue et le débat entre nous soient une revendication cruciale pour laquelle nos peuples ont lutté en vu d'un monde marqué par la coexistence, la solidarité, la coopération et l'égalité entre les nations". En outre, il a mis en lumière les conséquences des conflits et des crises dans le monde, qui ont atteint un niveau "sans précédent", avec des millions de personnes déplacées et une transformation des relations internationales, passant de la coopération et de la convergence à l'affrontement, mettant ainsi les organisations et les institutions internationales à l'épreuve dans un contexte mondial marqué par une urgence multidimensionnelle.